

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

-----  
Paix – Travail – Patrie  
-----



REPUBLIC OF CAMEROON

-----  
Peace – Work – Fatherland  
-----



**REVUE DE L'EXECUTION  
BUDGETAIRE  
A FIN JUIN 2020**

# SOMMAIRE

|  |      |
|--|------|
| SOMMAIRE.....  | ii   |
| LISTE DES TABLEAUX .....   | iii  |
| LISTE DES GRAPHIQUES .....   | iii  |
| LISTE DES ENCADRES .....   | iii  |
| AVANT-PROPOS.....  | iv   |
| RESUME EXECUTIF .....  | v    |
| INTRODUCTION.....  | 1    |
| PREMIERE PARTIE : EXECUTION DES RESSOURCES .....   | 3    |
| 1.1. Les recettes internes.....  | 3    |
| 1.2. Emprunts et dons.....   | 9    |
| DEUXIEME PARTIE : EXECUTION DES CHARGES.....   | 13   |
| TROISIEME PARTIE : SOLDES BUDGETAIRES ET FINANCEMENT .....   | 17   |
| 3.1. Soldes budgétaires .....  | 17   |
| 3.2. Financement.....  | 18   |
| QUATRIEME PARTIE : THEMATIQUES PARTICULIERES.....  | 20   |
| 4.1. Les procédures dérogatoires .....   | 20   |
| 4.2. Les ressources transférées en investissement.....   | 23   |
| 4.3. Les dépenses sociales.....  | 24   |
| 4.4. La situation des marchés publics .....  | 25   |
| CONCLUSION .....   | 26   |
| ANNEXES .....  | vi   |
| ANNEXE 1 : Changements induits par l'ordonnance du 03 juin 2020 sur les grandes<br>rubriques du budget ..... | vi   |
| ANNEXE 2 : Récapitulatif de l'exécution Les dépenses par programme (en milliards) .....                      | xiii |
| ANNEXE 3 : Les dépenses selon la classification administrative (en milliards).....                           | xxi  |
| ANNEXE 3 : Les dépenses selon les secteurs (en milliards) .....  | xxiv |
| ANNEXE 4 : Les dépenses selon la région (en milliards) .....   | xxiv |
| TABLE DE MATIERES.....   | xxv  |

## LISTE DES TABLEAUX

|  |    |
|--|----|
| Tableau 1: Ressources budgétaires au premier semestre 2020 (en milliards) .....  | 3  |
| Tableau 2: Evolution des paiements des Marketeurs et de la SONARA (en milliards) .....   | 8  |
| Tableau 3: Recettes non fiscales à fin juin 2020 (en milliards).....   | 9  |
| Tableau 4: Emissions des BTA entre fin juin 2019 et fin juin 2020 (en milliards).....  | 11 |
| Tableau 5: Emissions des OTA entre fin juin 2019 et fin juin 2020 (en milliards) .....   | 11 |
| Tableau 6: Emprunts et dons (en milliards):Emprunts et dons (en milliards).....  | 12 |
| Tableau 7: Dépenses par nature économique au 30 juin 2020 (en milliards) .....   | 13 |
| Tableau 8: Synthèse de l'exécution budgétaire(En milliards).....   | 17 |
| Tableau 9: Soldes budgétaires à fin juin 2020 (en milliards) .....   | 19 |
| Tableau 11: Situation des dépenses exécutées en procédures exceptionnelles au 30 juin 2020 (en milliards).....                 | 20 |
| Tableau 12: Situation des régies d'avance au 30 juin 2020 (en milliards).....  | 21 |
| Tableau 13: Situation des dépenses sans ordonnancement préalable et des avances de trésorerie au 30 juin 2020.....             | 23 |
| Tableau 14: Exécution des ressources d'investissement transférées aux CTD par administration à fin juin 2020(en millions)..... | 24 |
| Tableau 15: Exécution des dépenses sociales à fin juin 2020 hors chapitre commun (en milliards).....                           | 25 |
| Tableau 14 : Les évolutions opérées par poste budgétaire entre la LFI et la LFR 2020 (en milliards).....                       | x  |

## LISTE DES GRAPHIQUES

|   |    |
|---|----|
| Graphique 1: Réalisation des recettes internes et leurs composantes( <i>en milliards</i> )..... | 4  |
| Graphique 2: Réalisation des recettes pétrolières (en milliards) .....                          | 4  |
| Graphique 3: Réalisation des recettes non pétrolières (en milliards) .....                      | 5  |
| Graphique 4: Réalisation des recettes fiscales (en milliards) .....                             | 6  |
| Graphique 5: Exécution des dépenses courantes (en milliards) .....                              | 14 |
| Graphique 6: Exécution des dépenses d'investissement (en milliards).....                        | 15 |

## LISTE DES ENCADRES

|  |    |
|--|----|
| Encadré 1: Définition et calcul des différents soldes budgétaires..... | 17 |
|--|----|

## AVANT-PROPOS

Conformément à l'article 85 alinéa 8 de la Loi N° 2018/012 du 11 Juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des Autres Entités Publiques, qui dispose que « *Le Gouvernement transmet au Parlement, à titre d'information et aux fins de contrôle, des rapports trimestriels sur l'exécution du budget, en recettes comme en dépenses et sur l'application de la loi de finances. Ces rapports sont mis à la disposition du public* » et de l'article 36 du Code de Transparence et de Bonne Gouvernance qui énonce que « *La situation de l'exécution budgétaire fait l'objet périodiquement, en cours d'année, de rapports publics* », le Ministère des Finances a entrepris d'élaborer une Revue de l'exécution budgétaire à mi-parcours.

Cette Revue doit permettre aux différents acteurs de la chaîne budgétaire de juger des objectifs atteints, des progrès réalisés ainsi que de l'utilisation des ressources allouées au cours des six premiers mois de l'exercice budgétaire. Par ailleurs, elle contribue à fixer des recommandations qui vont concourir de manière significative et optimale à la correction des manquements constatés à mi-parcours. In fine, ce document vient doter le MINFI d'un outil analytique de suivi régulier de l'exécution budgétaire dans un contexte marqué par la recherche d'une plus grande discipline budgétaire.

Dans ses articulations, la Revue Trimestrielle de l'exécution budgétaire prend en compte tous les pans du budget. Les données utilisées sont issues du TABORD à fin juin 2020 produit par la Division de la Prévision, sur la base des informations de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), du MINEPAT, de la DGB, de la DGI, de la DGD et de la DGTCFM.

Les thématiques particulières concernent les procédures dérogatoires (régies d'avances, avances de trésorerie), les ressources transférées, les dépenses sociales et la situation des marchés publics. Une synthèse des bons et mauvais points de l'exécution budgétaire est effectuée à titre récapitulatif.

## RESUME EXECUTIF

Au premier semestre, l'exécution du budget 2020 a été marquée par la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 qui a poussé les gouvernements de par le monde, à prendre des mesures qui ont influencé négativement l'activité économique avec le ralentissement ou l'arrêt de production des entreprises, la rupture des chaînes d'approvisionnement et de distribution et, la réduction de la demande mondiale.

Au Cameroun, hormis la persistance des problèmes sécuritaires qui perturbent les activités socio-économiques dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la crise sanitaire liée à la Covid-19 a influencé négativement l'activité économique, entraînant un déséquilibre budgétaire et financier des opérations de l'Etat, et sur le plan technique, l'ordonnance N°2020/001 du 03 juin 2020, modifiant les projections des ressources et des autorisations de dépenses de la loi de finances initiale de l'exercice 2020, a été adoptée. Le budget général de l'Etat pour l'exercice 2020 a ainsi été révisé à la baisse de 11% passant de 4 951,7 milliards en loi de finances initiale à 4 409,0 milliards.

Le bilan de l'exécution du budget à fin juin 2020 se présente comme suit :

### **Exécution du budget en ressources**

Les ressources budgétaires mobilisées s'élèvent à 2 479,8 milliards, soit un taux d'exécution de 56,2%. Par rapport à fin juin 2019, elles augmentent de 434,5 milliards (+21,2%).

Le niveau de recouvrement des **recettes internes** est de 1 512,9 milliards pour une prévision révisée de 2 848,5 milliards, soit un taux d'exécution de 53,1%. Les recettes internes recouvrées baissent de 98,6 milliards par rapport au 30 juin 2019, du fait de la faible mobilisation des recettes pétrolières.

Les **recettes pétrolières** ont été mobilisées à hauteur de 197,1 milliards, en baisse de 79,4 milliards par rapport à fin juin 2019.

Pour une prévision annuelle révisée de 2 578,8 milliards, les **recettes non pétrolières** ont été recouvrées à hauteur de 1 315,8 milliards, soit un taux d'exécution de 51,0%. Par rapport à fin juin 2019, elles baissent de 19,2

milliards en lien avec la faible mobilisation des recettes douanières (-58,8 milliards). En effet, les recettes douanières se sont chiffrées à 300,7 milliards, soit un taux de réalisation de 46,3%.

La baisse des **recettes fiscales** a été ralentie par la hausse de 45,5 milliards des recettes des impôts et taxes intérieurs, dont le taux d'exécution est de 54,9%. La bonne mobilisation des impôts et taxes à fin juin 2020 est essentiellement due à la bonne performance du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 qui a comblé le gap induit par la crise sanitaire de la COVID-19 au 2<sup>ème</sup> trimestre. Cette performance s'explique notamment par la hausse des versements spontanés et le bon comportement des soldes annuels versés en mars 2020 au titre des activités de 2019.

Les **recettes non fiscales** se chiffrent à 68,8 milliards sur un objectif annuel de 204,0 milliards, soit un taux de réalisation de 33,7%.

Les prévisions révisées des **emprunts et dons** sont de 1 560,5 milliards et ont été mobilisés à hauteur de 967,0 milliards, soit un taux de réalisation de 62,0%. Les recettes d'emprunts ont bénéficié d'un appui exceptionnel de 135,6 milliards des partenaires au développement en soutien au plan global de riposte contre la pandémie du Covid-19. Seuls les dons projets ont été mobilisés à hauteur de 10,6 milliards, soit un taux de réalisation de 10,4%. Ce faible taux s'explique par les reports de décaissements des partenaires affectés par la COVID-19.

### **Exécution des charges budgétaires**

Les charges totales s'élèvent à 2 335,5 milliards, soit un taux d'exécution de 53,0% par rapport à la loi de finances rectificative. Elles se déclinent comme suit :

Le paiement du **service de la dette publique** s'est établi à 627,0 milliards, soit un taux d'exécution de 68,6%.

Le service de la dette publique intérieure est de 425,4 milliards, soit un taux d'exécution de 78,8%. Il augmente de 207,6 milliards (+95,3%) par rapport à fin juin 2019, du fait des efforts entrepris pour l'apurement des restes à payer notamment, les dettes des petites et moyennes entreprises.

Le service de la dette publique extérieure s'élève à 201,6 milliards sur une dotation de 374,0 milliards, soit un taux d'exécution de 53,9%. En glissement annuel, il diminue de 47,9 milliards (-19,2%) en raison des allègements du service de la dette consécutifs à l'admission du Cameroun à l'initiative du G20 pour la suspension du service de la dette.

**Les dépenses courantes** (hors intérêts) sont ressorties à 1 283,7 milliards pour une prévision de 2 241,0 milliards, soit un taux d'exécution de 57,3%. L'ordonnancement des **dépenses de personnel** s'élèvent à 511,7 milliards pour une prévision révisée de 1 040,1 milliards. Le niveau d'ordonnancement des dépenses **des biens et services** est de 479,8 milliards sur une dotation révisée de 666,7 milliards, soit un taux d'exécution de 72,0%. Les dépenses de transferts et subventions sont ordonnancées à hauteur de 292,1 milliards, représentant 54,7% des prévisions révisées.

Quant aux **dépenses en capital**, elles s'élèvent à 424,9 milliards sur une prévision révisée de 1 254,3 milliards.

Les dépenses sur ressources propres de l'Etat connaissent un taux d'exécution de 34,9%, soit un montant de 189,3 milliards. Celles sur financement extérieur enregistrent un taux d'exécution de 32,1 %, sur une prévision de 684,0 milliards.

**Les dépenses de trésorerie**, qui concernent le remboursement des crédits de TVA, sont de **37,0** milliards pour une prévision annuelle de 72,0 milliards.

Concernant en particulier les **dépenses sociales**, base ordonnancement, elles se sont établies à 316,3 milliards, soit un taux d'exécution de 40,6%.

### **Soldes budgétaires**

A fin juin 2020, avec des recettes budgétaires globales de 1 486,5 milliards et des dépenses budgétaires globales de 1 624,4 milliards, le solde budgétaire global s'établit à -137,9 milliards. Le solde primaire est de -26,5 milliards. Le solde primaire non pétrolier est de -223,5 milliards. A ce déficit budgétaire se sont ajoutés des besoins financiers au titre des opérations non budgétaires de 386,0 milliards, composés de l'amortissement de la dette extérieure (126,5 milliards), de l'amortissement de la dette intérieure (36,6 milliards), les dépenses des correspondants (10,7 milliards), les restes à payer trésor et

arriérés intérieurs (185,9 milliards), et du remboursement des crédits de TVA (37,0 milliards).

### **Financement du déficit**

Le besoin de financement s'établit ainsi à 523,9 milliards. Pour le couvrir, l'Etat a trouvé des ressources non budgétaires issues des prêts projets (208,8 milliards), des émissions de titres publics (234,7 milliards), des appuis budgétaires (97,9 milliards) et du financement bancaire (112,0 milliards). Ces ressources non budgétaires se sont élevées à 653,4 milliards, soit un écart de financement de 129,5 milliards.

Toutefois, l'exécution de la loi de finances 2020 reste entachée par des procédures dérogatoires et des carences dans l'exécution du budget d'investissement public.

## INTRODUCTION

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'exécution à mi-parcours de la loi N°2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020. Il est destiné à l'information du Parlement et mis à la disposition du public conformément à la loi n°2018/012 du 11 Juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des autres entités publiques. Il décrit la situation d'exécution des recettes et des dépenses du budget général de l'Etat et des comptes spéciaux du trésor.

L'exécution budgétaire du premier semestre 2020 s'est déroulée dans un contexte international marqué par la crise sanitaire liée à la pandémie du COVID-19, qui a poussé les Gouvernements à prendre des mesures fortes pour la juguler dont le confinement. Ces mesures ont influencé négativement l'activité économique avec le ralentissement ou l'arrêt de production des entreprises, la rupture des chaînes d'approvisionnement et de distribution et, la réduction de la demande mondiale.

Cette crise sanitaire a conduit le FMI à anticiper une récession de l'économie mondiale (de -4,4%) en 2020, la plus forte contraction observée depuis la crise économique de 2008.

En dehors de la Chine qui connaîtrait une légère croissance de 1,0%, tous les autres pays entreraient en récession en 2020. La récession sera plus forte dans la zone euro (-8,3% contre +1,2% en 2019) et aux Etats-Unis (-4,3% contre +2,3% en 2019).

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la baisse de la croissance de 3,0% s'explique en plus de la COVID-19, par le resserrement des conditions financières internationales et la baisse des cours des matières premières, en particulier ceux du pétrole brut.

Au plan national, la crise sanitaire liée au coronavirus a provoqué une perturbation de l'activité économique, entraînant un déséquilibre budgétaire et financier des opérations de l'Etat telles que projetées initialement dans le budget

2020. Par ailleurs, il s'est avéré nécessaire d'assurer la prise en charge des dépenses nouvelles et urgentes liées au déploiement des mesures gouvernementales de riposte contre la propagation de la pandémie du COVID-19 et ses répercussions socio-économiques.

Au regard de ces évolutions, l'ordonnance N°2020/001 du 03 juin 2020 a modifié les projections des ressources et des autorisations de dépenses de la loi de finances initiale de l'exercice 2020.

Le budget général de l'Etat pour l'exercice 2020 a ainsi été révisé à la baisse à 4 409,0 milliards contre 4 951,7 milliards en loi de finances initiale ; soit une diminution de 542,7 milliards (-11,0%). Par ailleurs, le budget des Comptes d'Affectation Spéciale a été relevé dans la loi de finances rectificative à 223,7 milliards contre 43,7 milliards, en hausse de 180,0 milliards consécutivement à la création du CAS COVID.

L'exécution budgétaire du premier semestre 2020 a été par ailleurs marquée par :

- la poursuite de la mise en œuvre des engagements avec le FMI, dans le cadre de la dernière revue du Programme Economique et Financier appuyée par la Facilité Elargie de Crédit, et le report de l'horizon de ce programme ;
- la faiblesse des cours du baril de pétrole et ses incidences sur les recettes attendues des produits pétroliers importés ;
  - la contraction du volume des échanges extérieurs (importations et exportations) ;
  - l'extension du champ de la dépense fiscale.

Le présent rapport comporte quatre (04) parties : la première est consacrée à l'exécution des ressources budgétaires où sont analysées les recettes internes recouvrées et les ressources extérieures encaissées ; la deuxième partie s'intéresse aux charges budgétaires où sont scrutées les dépenses effectivement ordonnancées et l'évolution du service de la dette publique ; la troisième partie est centrée sur solde budgétaire et le financement du déficit ; la quatrième partie explore les problématiques particulières et les difficultés liées à l'exécution du budget.

## PREMIERE PARTIE : EXECUTION DES RESSOURCES

Les recettes budgétaires comprennent les recettes internes, les emprunts et les dons. A fin juin 2020, les ressources mobilisées s'élèvent à 2 479,8 milliards, soit un taux d'exécution de 56,2% comparativement aux prévisions de la loi de finances rectificative fixées à 4 409,0 milliards. Par rapport à fin juin 2019, ces ressources budgétaires augmentent de 434,5 milliards (+21,2%).

Tableau 1: Ressources budgétaires au premier semestre 2020 (en milliards)

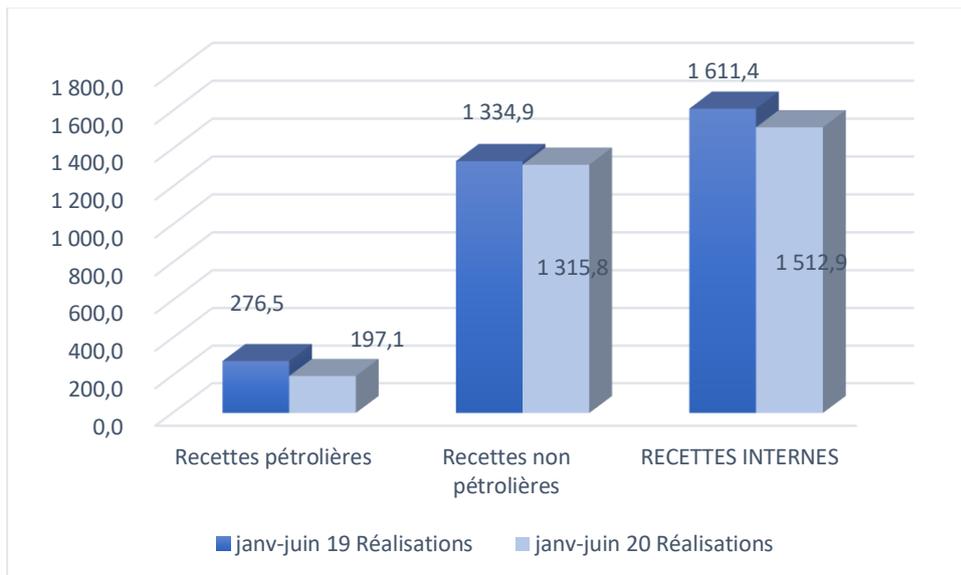
| RUBRIQUES  | L.F.I.<br>2020 | L.F.R.<br>(a)  | Réalisation à fin<br>juin 2019<br>(b) | Réalisation à fin<br>juin 2020<br>(c) | Taux de réal. à fin juin 2020<br>(c/a) (%) | Variation      |              |
|--|----------------|----------------|---------------------------------------|---------------------------------------|--|----------------|--------------|
|  |                |                |                                       |                                       |  | (c/b)<br>(abs) | (c/b)<br>(%) |
| <b>A- RECETTES INTERNES</b>                        | <b>3 617,2</b> | <b>2 848,5</b> | <b>1 611,4</b>                        | <b>1 512,9</b>                        | <b>53,1</b>                                | <b>-98,6</b>   | <b>-6,1</b>  |
| <b>I-Recettes pétrolières</b>                      | <b>443,0</b>   | <b>269,7</b>   | <b>276,5</b>                          | <b>197,1</b>                          | <b>73,1</b>                                | <b>-79,4</b>   | <b>-28,7</b> |
| 1-Redevance SNH                                    | 341,5          | 169,7          | 232,1                                 | 152,8                                 | 90,1                                       | -79,3          | -34,2        |
| dont: Interventions directes                       |                | 0,0            | 91,0                                  | 96,7                                  |  | 5,8            | 6,3          |
| 2- IS pétrole                                      | 101,5          | 100,0          | 44,4                                  | 44,3                                  | 44,3                                       | -0,1           | -0,3         |
| <b>II- Recettes non pétrolières</b>                | <b>3 174,2</b> | <b>2 578,8</b> | <b>1 334,9</b>                        | <b>1 315,8</b>                        | <b>51,0</b>                                | <b>-19,2</b>   | <b>-1,4</b>  |
| <b>1- Recettes Fiscales</b>                        | <b>2962,2</b>  | <b>2374,8</b>  | <b>1260,2</b>                         | <b>1247,0</b>                         | <b>52,5</b>                                | <b>-13,2</b>   | <b>-1,1</b>  |
| <b>a- Recettes des impôts et taxes intérieures</b> | <b>2 103,0</b> | <b>1 724,8</b> | <b>900,8</b>                          | <b>946,3</b>                          | <b>54,9</b>                                | <b>45,5</b>    | <b>5,1</b>   |
| dont - IRPP  | 343,0          | 291,6          | 152,3                                 | 165,4                                 | 56,7                                       | 13,2           | 8,6          |
| - TVA  | 808,1          | 621,6          | 281,1                                 | 285,7                                 | 46,0                                       | 4,6            | 1,6          |
| - IS non pétrole                                   | 370,0          | 330,1          | 208,8                                 | 225,0                                 | 68,2                                       | 16,2           | 7,7          |
| - Droits d'accises                                 | 220,0          | 186,7          | 101,9                                 | 119,5                                 | 64,0                                       | 17,7           | 17,3         |
| - Droits d'enreg.et timbre                         | 126,2          | 91,3           | 53,5                                  | 48,5                                  | 53,2                                       | -4,9           | -9,2         |
| - TSPP   | 135,0          | 112,8          | 65,6                                  | 68,5                                  | 60,8                                       | 2,9            | 4,4          |
| <b>b- Recettes douanières</b>                      | <b>859,2</b>   | <b>650,0</b>   | <b>359,5</b>                          | <b>300,7</b>                          | <b>46,3</b>                                | <b>-58,8</b>   | <b>-16,4</b> |
| dont - Droit de douane/import.                     | 359,4          | 276,8          | 152,1                                 | 126,9                                 | 45,8                                       | -25,2          | -16,6        |
| - TVA import                                       | 402,8          | 295,3          | 163,4                                 | 134,2                                 | 45,4                                       | -29,2          | -17,9        |
| - Droits d'accises/import.                         | 49,9           | 37,1           | 19,7                                  | 17,1                                  | 46,0                                       | -2,6           | -13,3        |
| - Droits de sortie                                 | 36,7           | 26,4           | 17,2                                  | 17,5                                  | 66,3                                       | 0,3            | 1,6          |
| <b>2- Recettes non fiscales</b>                    | <b>212,0</b>   | <b>204,0</b>   | <b>74,7</b>                           | <b>68,8</b>                           | <b>33,7</b>                                | <b>-5,9</b>    | <b>-7,9</b>  |
| <b>B- EMPRUNTS ET DONNS</b>                        | <b>1 334,5</b> | <b>1 560,5</b> | <b>433,9</b>                          | <b>967,0</b>                          | <b>62,0</b>                                | <b>533,1</b>   | <b>122,9</b> |
| - Prêts projets                                    | 694,0          | 582,0          | 245,6                                 | 208,8                                 | 35,9                                       | -36,8          | -15,0        |
| - Dons   | 102,0          | 102,0          | 59,3                                  | 10,6                                  | 10,4                                       | -48,7          | -82,1        |
| - Prêts FMI  | 0,0            | 45,3           | 0,0                                   | 180,9                                 | 399,7                                      | 180,9          | -            |
| - Appuis budgétaires                               | 188,5          | 331,2          | 118,0                                 | 52,6                                  | 15,9                                       | -65,4          | -55,4        |
| - Emission titres publics                          | 320,0          | 420,0          | 129,0                                 | 439,1                                 | 104,5                                      | 310,1          | 240,4        |
| - Emprunts bancaires                               | 30,0           | 80,0           | 0,0                                   | 75,0                                  | 93,8                                       | 75,0           | -            |
| <b>TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES</b>                | <b>4 951,7</b> | <b>4 409,0</b> | <b>2 045,3</b>                        | <b>2 479,8</b>                        | <b>56,2</b>                                | <b>434,5</b>   | <b>21,2</b>  |

Source : MINFI/DP

### 1.1. Les recettes internes

Les recettes internes sont composées des recettes pétrolières et des recettes non pétrolières. Elles sont recouvrées à hauteur de 1 512,9 milliards, soit un taux de réalisation de 53,1% par rapport à la prévision annuelle fixée à 2 848,5 milliards. Comparées à la même période de 2019, elles baissent de 98,6 milliards (-6,1%).

**Graphique 1: Réalisation des recettes internes et leurs composantes(en milliards)**

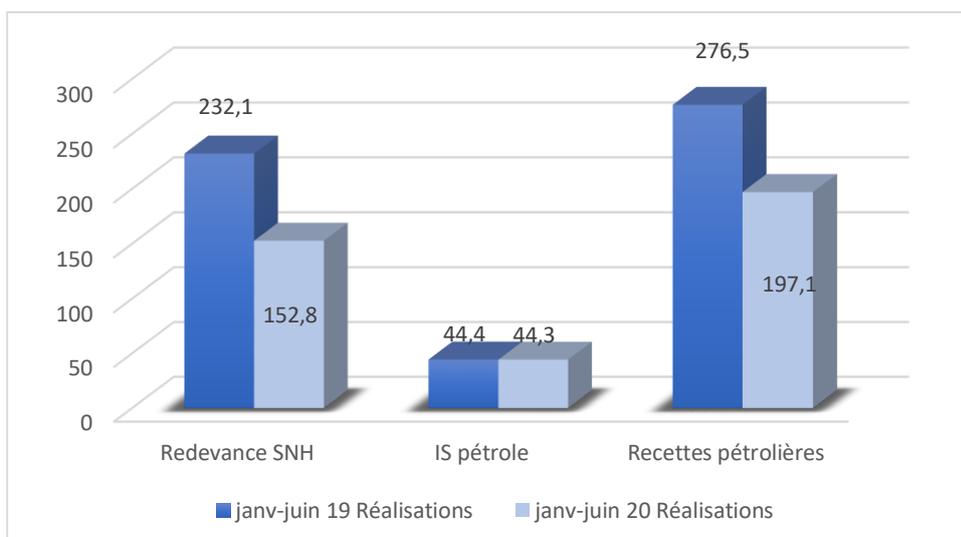


Source : MINFI/DGB

### **1.1.1. Les recettes pétrolières**

Les recettes pétrolières se chiffrent à 197,1 milliards à fin juin 2020, soit un taux de réalisation de 73,1% par rapport à la loi de finances rectificative. Elles comprennent 152,8 milliards de redevance pétrolière SNH et 44,3 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières. En glissement annuel, les recettes pétrolières sont en baisse de 79,4 milliards (-28,7%), du fait de la chute des cours du pétrole à la suite des effets néfastes de la pandémie du COVID-19 sur la demande mondiale.

**Graphique 2: Réalisation des recettes pétrolières (en milliards)**



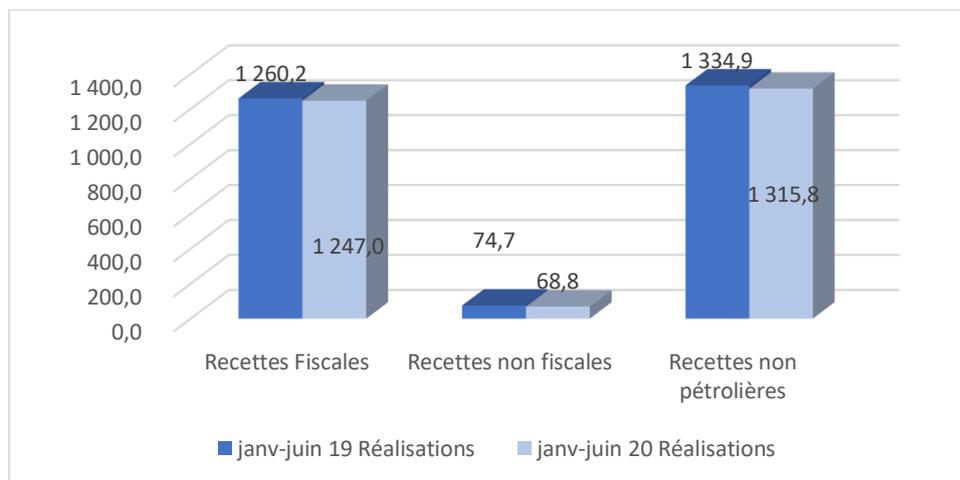
Source : MINFI/DGB

### 1.1.2. Les recettes non pétrolières

Les recettes non pétrolières, constituées des recettes fiscales et non fiscales, s'élèvent à 1 315,8 milliards à fin juin 2020, soit un taux de réalisation de 51,0% relativement à la prévision annuelle de 2 578,8 milliards.

En glissement annuel, les recettes non pétrolières baissent de 19,2 milliards (-1,4%). L'évolution et les réalisations des principales composantes des recettes non pétrolières sont données ci-après.

**Graphique 3: Réalisation des recettes non pétrolières (en milliards)**



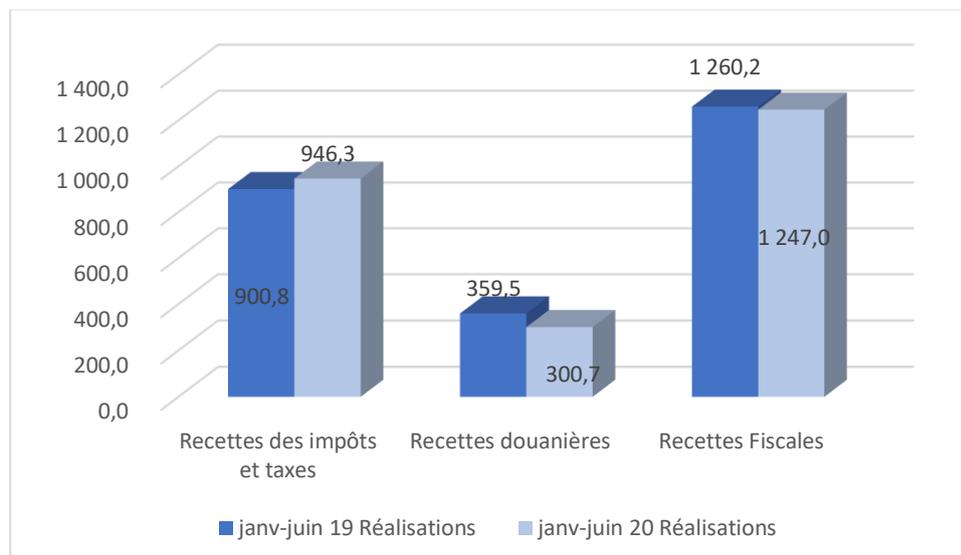
Source : MINFI/DGB

#### 1.1.2.1. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales se situent à 1 247,0 milliards à fin juin 2020, soit un taux d'exécution de 52,5% par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative.

En glissement annuel, les recettes fiscales diminuent de 13,2 milliards (-1,1%), ceci du fait de la baisse des recettes douanières.

**Graphique 4: Réalisation des recettes fiscales (en milliards)**



Source : MINFI/DGB

### ❖ Les impôts et taxes

Au terme du 1<sup>er</sup> semestre 2020, 946,3 milliards ont été mobilisés au titre des recettes des impôts et taxes intérieurs pour un objectif annuel de 1 724,8 milliards, soit un taux de réalisation de 54,9%. Comparées aux réalisations de 900,8 milliards de la même période en 2019, ces recettes sont en hausse de 45,5 milliards (+5,1%), notamment du fait de la bonne tenue :

- de l'IS non pétrolières qui augmente de 7,7% en lien avec la bonne tenue des soldes annuels ;
- des droits d'accises qui progressent de 17,3% en raison de l'application intégrale de la réforme des droits d'accises dès le début de l'exercice 2020 ;
- de l'IRPP dont la hausse est de 8,6% en raison notamment de l'activité de liquéfaction du gaz et la distribution des dividendes ;
- de la TVA qui est en hausse de 1,6%.

La bonne mobilisation des impôts et taxes à fin juin 2020 est essentiellement due à la bonne performance du 1<sup>er</sup> trimestre qui a comblé le gap induit par la crise sanitaire de la COVID-19 au 2<sup>ème</sup> trimestre. En effet, 535,2 milliards ont été mobilisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 contre 463,3 milliards au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, soit une hausse de 74,1 milliards (+16,0%). Cette performance s'explique notamment par la hausse des versements spontanés et le bon comportement des soldes annuels versés en mars 2020 au titre des activités de 2019.

Par contre, les recettes des impôts et taxes ont baissé de 29,0 milliards (-6,6%) au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 pour se situer à 411,1 milliards du fait, essentiellement, de la pandémie du Covid-19. L'impact négatif du Covid-19 est plus significatif sur les Petites et Moyennes Entreprises (PME) que sur les Grandes Entreprises. En effet, les impôts payés par les PME sont en baisse de 16,8% tandis que ceux payés par les Grandes Entreprises affichent un taux de progression de 7,1% en lien avec leur capacité de résilience.

En ce qui concerne les secteurs d'activité, en glissement annuel, la crise sanitaire a le plus affecté les impôts payés par les entreprises des branches : hébergement/restauration (baisse de 67%), industries extractives (-40%), transport/entreposage (-39%), industrie agro-alimentaire (-11%) et les autres industries manufacturières (-3%).

#### ❖ **Les recettes douanières**

Au premier semestre 2020, les recettes douanières se sont chiffrées à 300,7 milliards, soit un taux de réalisation de 46,3% par rapport à l'objectif de la loi de finances rectificative fixé à 650,0 milliards. Elles sont en recul de 58,8 milliards (-16,4%) par rapport au premier semestre 2019. En dehors des droits de sortie qui augmentent de 1,6% suite aux nouvelles mesures de la Loi de Finances 2020, tous les autres droits et taxes à la porte sont en baisse.

Cette baisse est principalement imputable :

- à la réduction de 25,2% du volume des échanges globaux (exportations et importations) induite par la pandémie du COVID-19. En effet, l'on a assisté à une baisse des importations en valeurs de certains produits pourvoyeurs de recettes à l'instar du riz (-31%), du clinker (-43%), des appareils électriques pour la téléphonie (-67%) et des véhicules automobiles (-28%) ;
- au recul de 15,4 milliards des paiements des droits et taxes des Marketeurs dont les paiements sont de 14,4 milliards contre 29,8 milliards au premier semestre 2019.
- au non-paiement des droits et taxes par la SONARA dont les montants acquittés se situaient à 32,0 milliards au premier semestre 2019.

**Tableau 2: Evolution des paiements des Marketeurs et de la SONARA (en milliards)**

| RUBRIQUES           | 1 <sup>er</sup> semestre 2019 | 1 <sup>er</sup> semestre 2020 | VARIATIONS   |               |
|---------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------|---------------|
|                     |                               |                               | ABSOLUES     | RELATIVES     |
| PAIEMENTS MARKETEUR | 29,8                          | 14,4                          | -15,4        | -51,7%        |
| PAIEMENTS SONARA    | 32,0                          | 0,0                           | -32,0        | -100,0%       |
| AUTRES PAIEMENTS    | 302,6                         | 286,3                         | -16,3        | -5,4%         |
| <b>TOTAL</b>        | <b>364,4</b>                  | <b>300,7</b>                  | <b>-63,7</b> | <b>-17,5%</b> |

Source : MINFI/DGD

Il convient de relever que les importations en valeur de certains produits ont augmenté notamment celles des poissons congelés (+19%), du lait (+48%) et des produits ferreux (+50%), ce qui a atténué la baisse des recettes. De même, les mesures nouvelles de la Loi de Finances 2020 relative à la hausse des droits de sortie, ont également contribué à cette atténuation.

#### *1.1.2.2. Les recettes non fiscales*

Les recettes non fiscales sont constituées des revenus du domaine, des recettes de service, des cotisations pour la retraite, du droit de transit pétrolier et des autres recettes non fiscales.

A fin juin 2020 Les recettes non fiscales se chiffrent à 68,8 milliards sur un objectif annuel de 204,0 milliards, soit un taux de réalisation de 33,7%. En glissement annuel, elles enregistrent une diminution de 5,9 milliards (-7.9%), imputable aux autres recettes non fiscales.

#### **❖ Les revenus du domaine**

Ils se chiffrent à 2,6 milliards à fin juin 2020, soit un taux de réalisation de 61,9% par rapport à la loi des finances rectificative. En glissement annuel, ils augmentent de 0,3 milliard (+13,0%), en liaison avec la mise en œuvre des contrôles conjoints de recouvrement MINFI/MINDCAF réalisés relativement aux baux administratifs et aux redevances sur les concessions octroyées par l'État.

#### **❖ Les recettes des services**

Elles s'élèvent à 6,9 milliards, soit un taux de réalisation de 8,4% par rapport à la loi des finances rectificative. Elles sont stables en glissement annuel. Le faible taux de réalisation s'explique par la remontée tardive des informations sur les recouvrements des recettes affectées, notamment celles de l'éducation et de la santé.

### ❖ Cotisations pour la retraite

Ces recettes s'établissent à 25,5 milliards à fin juin 2020, soit un taux de réalisation de 42,5%. En glissement annuel, elles augmentent de 2,5 milliards (+10,9%).

### ❖ Droit de transit pétrolier

Les recettes y afférentes se chiffrent à 19,5 milliards, soit un taux de réalisation de 78,0% par rapport à la loi des Finances rectificative. En glissement annuel, elles augmentent de 2,3 milliards (+13,4%).

### ❖ Autres recettes non fiscales

Elles sont constituées des dividendes, de la redevance portuaire et des recettes exceptionnelles. Elles se chiffrent à 14,3 milliards, soit un taux de réalisation de 43,5% relativement à la loi des Finances rectificative. En glissement annuel, elles baissent de 11,0 milliards (-43,5%). Cette diminution est due à la non distribution des dividendes induite par le report des assemblées générales des entreprises, consécutif à la pandémie du COVID-19.

Tableau 3: Recettes non fiscales à fin juin 2020 (en milliards)

| RUBRIQUES                    | L.F.R.<br>2020<br>(a) | Réalisation<br>au 30/06/19<br>(b) | Réalisation<br>au 30/06/20<br>(c) | Taux de<br>réalisation<br>au 30/06/20<br>(c/a) (%) | Variation      |              |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--|----------------|--------------|
|                              |                       |                                   |                                   |  | (c/b)<br>(abs) | (c/b)<br>(%) |
| <b>Recettes non fiscales</b> | <b>204,0</b>          | <b>74,7</b>                       | <b>68,8</b>                       | <b>33,7</b>  | <b>-5,9</b>    | <b>-7,9</b>  |
| Revenu du domaine            | 4,2                   | 2,3                               | 2,6                               | <b>61,9</b>  | 0,3            | 13,0         |
| Recettes des services        | 81,9                  | 6,9                               | 6,9                               | <b>8,4</b>   | 0,0            | 0,0          |
| Cotisations pour la retraite | 60,0                  | 23,0                              | 25,5                              | <b>42,5</b>  | 2,5            | 10,9         |
| Droit de transit             | 25,0                  | 17,2                              | 19,5                              | <b>78,0</b>  | 2,3            | 13,4         |
| Autres recettes non fiscales | 32,9                  | 25,3                              | 14,3                              | <b>43,5</b>  | -11,0          | -43,5        |

Source : MINFI /DGB/DGTCFM

## 1.2. Emprunts et dons

Les prévisions des emprunts et dons dans la loi de finances rectificative sont de 1 560,5 milliards. A fin juin 2020, les emprunts et dons ont été mobilisés à hauteur de 967,0 milliards, soit un taux de réalisation de 62,0%. Ce poste de ressources bénéficie des appuis exceptionnels des partenaires au développement en soutien au plan global de riposte contre la pandémie du COVID-19.

## **1.2.1. Emprunts**

### **1.2.1. Emprunts**

Les emprunts mobilisés se sont établis à 956,4 milliards à fin juin 2020 soit un taux de réalisation de 65,6%. Ils comprennent les émissions de titres publics, les emprunts bancaires, les prêts projets, les prêts FMI et les appuis budgétaires ou prêts programmes.

#### *1.2.1.1. Prêts*

Les tirages sur prêts projets sont de 208,8 milliards soit un taux de réalisation de 35,9%. Par rapport à fin juin 2019, ils diminuent de 36,8 milliards (-15%).

S'agissant des prêts programmes, ils s'élèvent à 233,5 milliards dont 52,6 milliards de la BAD et 180,9 milliards du FMI. Les prêts FMI contiennent 45,3 milliards dans le cadre du programme économique et financier et 135,6 milliards en appui exceptionnel en soutien à la lutte contre la COVID-19.

#### *1.2.1.2. Emprunts bancaires*

Les emprunts bancaires sont les emprunts contractés par l'Etat auprès des banques locales pour financer les projets de développement.

A fin juin 2020, les emprunts bancaires s'élèvent à 75 milliards, soit un taux de réalisation de 93,8%. Ils sont principalement dédiés au financement des projets du PLANUT. A la même période de 2019, aucun décaissement n'avait été enregistré.

#### *1.2.1.3. Emissions de titres publics*

Les émissions de titres publics concernent les Bons de Trésor Assimilables (BTA) et les Obligations du Trésor Assimilables (OTA) émis par l'Etat sur le marché des titres publics à souscription libre émis par adjudication des Etats membres de la CEMAC.

Au terme du premier semestre 2020, le montant des titres mobilisés sur le marché des adjudications s'élève à 439,1 milliards, soit un taux de réalisation de 104,5%. Les remboursements globaux s'élèvent à 196,0 milliards, ce qui porte le volume des émissions nettes des titres publics à 243,1 milliards.

## ❖ Bons du Trésor Assimilables (BTA)

Les BTA sont émis à court terme pour combler les besoins ponctuels de trésorerie, avec des maturités de 13, 26 et 52 semaines. A fin juin 2020, les émissions de BTA s'élèvent à 221,4 milliards contre 172 milliards à la même période de 2019, soit une hausse de 28,7%. Les remboursements effectués se situent à 196,0 milliards et concernent uniquement les BTA émis en 2019. Cette situation s'explique par le fait que les titres émis au 1<sup>er</sup> semestre avaient une maturité au moins égale à 26 semaines. En tenant compte des remboursements, les émissions nettes des BTA s'élèvent à 25,4 milliards.

**Tableau 4: Emissions des BTA entre fin juin 2019 et fin juin 2020 (en milliards)**

| Maturité     | 2019            |                |                                     | 2020            |                |                                     |
|--------------|-----------------|----------------|-------------------------------------|-----------------|----------------|-------------------------------------|
|              | Montant demandé | Montant retenu | Taux d'intérêt Moyen Pondéré (TIMP) | Montant demandé | Montant retenu | Taux d'intérêt Moyen Pondéré (TIMP) |
| 13 semaines  | 45,0            | 45,0           | 2,4%                                | -               | -              | -                                   |
| 26 semaines  | 97,0            | 97,0           | 2,5%                                | 185,0           | 166,7          | 2,6%                                |
| 52 semaines  | 30,0            | 30,0           | 2,7%                                | 60,0            | 54,7           | 3,4%                                |
| <b>Total</b> | <b>172,0</b>    | <b>172,0</b>   |                                     | <b>245,0</b>    | <b>221,4</b>   |                                     |

Source : DGTCFM

## ❖ Obligations du Trésor Assimilables (OTA)

Les OTA sont des instruments financiers de moyen et long termes émis pour financer les projets d'investissement public. Leur maturité minimale est de 02 ans. Au cours du présent exercice, le Gouvernement a fait le choix de diversifier les types d'instruments en recourant pour la toute première fois à l'émission des OTA de maturité de 7 et 10 ans..

A fin juin 2020, les émissions des OTA s'élèvent à 217,7 milliards, soit un taux de réalisation de 71,4%. En glissement annuel, elles enregistrent une hausse de 15,0% par rapport aux 189,4 milliards réalisés en 2019. Aucun remboursement d'OTA n'a été enregistré au cours de la période sous revue.

**Tableau 5: Emissions des OTA entre fin juin 2019 et fin juin 2020 (en milliards)**

| Maturité     | 2019            |                |                |                   | 2020            |                |                |                   |
|--------------|-----------------|----------------|----------------|-------------------|-----------------|----------------|----------------|-------------------|
|              | Montant demandé | Montant retenu | Taux d'intérêt | Taux de rendement | Montant demandé | Montant retenu | Taux d'intérêt | Taux de rendement |
| 2 ans        |                 |                |                |                   | 50,0            | 33,4           | 3,5%           | 4,9%              |
| 3 ans        | 120,0           | 87,3           | 4,0%           | 4,2%              | 70,0            | 35,0           | 4,0%           | 5,3%              |
| 4 ans        | 100,0           | 48,5           | 4,8%           | 5,2%              |                 |                |                |                   |
| 5 ans        | 100,0           | 53,6           | 5,6%           | 6,0%              | 135,0           | 106,6          | 5,7%           | 6,1%              |
| 7 ans        |                 |                |                |                   | 25,0            | 17,7           | 6,5%           | 6,8%              |
| 10 ans       |                 |                |                |                   | 25,0            | 25,0           | 7,0%           | 7,0%              |
| <b>Total</b> | <b>320,0</b>    | <b>189,4</b>   |                |                   | <b>305,0</b>    | <b>217,7</b>   |                |                   |

Source : DGTCFM

## 1.2.2. Les dons

La Loi de finances rectificative prévoit un montant de 102,0 milliards au titre des dons, repartis en 29,0 milliards de dons projets et 73,0 milliards de dons programmes. A fin juin 2020, seuls les dons projets ont été mobilisés à hauteur de 10,6 milliards, soit un taux de réalisation de 10,4%. Ce niveau de réalisation s'explique par les reports de décaissements des partenaires techniques et financiers affectés par la COVID-19. En glissement annuel, les dons baissent de 48,7 milliards (-82,1%).

**Tableau 6: Emprunts et dons (en milliards):Emprunts et dons (en milliards)**

| RUBRIQUES                 | L.F.I.<br>2020 | L.F.R.<br>(a) | Réalisation<br>au 30/06/19<br>(b) | Réalisation<br>au 30/06/20<br>(c) | Taux de réalisation<br>au 30/06/20<br>(c/a) (%) | Variation      |              |
|---------------------------|----------------|---------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---|----------------|--------------|
|                           |                |               |                                   |                                   |   | (c/b)<br>(abs) | (c/b)<br>(%) |
| - Prêts projets           | 694,0          | 582,0         | 245,6                             | 208,8                             | 35,9  | -36,8          | -15,0        |
| - Dons                    | 102,0          | 102,0         | 59,3                              | 10,6                              | 10,4  | -48,7          | -82,1        |
| - Prêts FMI               | 0,0            | 45,3          | 0,0                               | 180,9                             | 399,7   | 180,9          | -            |
| - Appuis budgétaires      | 188,5          | 331,2         | 118,0                             | 52,6                              | 15,9  | -65,4          | -55,4        |
| - Emission titres publics | 320,0          | 420,0         | 129,0                             | 439,1                             | 104,5   | 310,1          | 240,4        |
| - Emprunts bancaires      | 30,0           | 80,0          | 0,0                               | 75,0                              | 93,8  | 75,0           |              |
| <b>EMPRUNTS ET DONNS</b>  | <b>1334,5</b>  | <b>1560,5</b> | <b>433,9</b>                      | <b>967,0</b>                      | <b>62,0</b>                                     | <b>533,1</b>   | <b>122,9</b> |

Source : MINFI/DP

## DEUXIEME PARTIE : EXECUTION DES CHARGES

Les charges comprennent les dépenses courantes, les dépenses en capital et le service de la dette publique.

A fin juin 2020, les charges totales s'élèvent à 2 335,5 milliards, soit un taux d'exécution de 53,0% par rapport à la loi de finances rectificative. En glissement annuel, elles sont en hausse de 14,6 milliards (+0,6%).

**Tableau 7: Dépenses par nature économique au 30 juin 2020 (en milliards)**

| RUBRIQUES                                   | L.F.I<br>2020<br>(a) | L.F.R.<br>2020<br>(b) | Execution<br>à fin juin<br>2019<br>(c) | Execution<br>à fin juin<br>2020<br>(d) | Taux<br>d'exécution<br>(f=d/b) | Variation      |               |
|---|----------------------|-----------------------|--|--|--------------------------------|----------------|---------------|
|   |                      |                       |  |  |                                | (d/c)<br>(abs) | (d/c)<br>(%)  |
| <b>I-Dépenses courantes (hors intérêts)</b> | <b>2 443,5</b>       | <b>2 241,0</b>        | <b>1 182,2</b>                         | <b>1 283,7</b>                         | <b>57,3</b>                    | <b>101,5</b>   | <b>8,6</b>    |
| Fonctionnement courant                      | 1 829,6              | 1 706,8               | 845,7                                  | 868,5                                  | 50,9                           | 22,8           | 2,7           |
| - Dépenses de personnel                     | 1 070,2              | 1 040,1               | 485,3                                  | 511,7                                  | 49,2                           | 26,5           | 5,5           |
| - Dépenses de Biens & Services              | 759,4                | 666,7                 | 434,9                                  | 479,8                                  | 72,0                           | 44,9           | 10,3          |
| <i>dont - à régulariser</i>                 | <i>0,0</i>           | <i>0,0</i>            | <i>74,5</i>                            | <i>123,1</i>                           | -                              | <i>48,6</i>    | <i>65,2</i>   |
| Transferts et Subventions                   | 613,9                | 534,2                 | 262,0                                  | 292,1                                  | 54,7                           | 30,1           | 11,5          |
| <i>dont - à régulariser</i>                 | <i>0,0</i>           | <i>0,0</i>            | <i>0,0</i>                             | <i>0,0</i>                             | -                              | <i>0,3</i>     | -             |
| - Subventions                               | 391,2                | 311,5                 | 157,0                                  | 175,6                                  | 56,4                           | 18,5           | 11,8          |
| - Pensions                                  | 222,7                | 222,7                 | 105,0                                  | 116,2                                  | 52,2                           | 11,2           | 10,7          |
| <b>II- Dépenses d'investissement</b>        | <b>1 496,3</b>       | <b>1 254,3</b>        | <b>579,8</b>                           | <b>424,9</b>                           | <b>33,9</b>                    | <b>-154,9</b>  | <b>-26,7</b>  |
| Sur financements extérieurs                 | 796,0                | 684,0                 | 342,8                                  | 219,4                                  | 32,1                           | -123,5         | -36,0         |
| Sur ressources propres                      | 654,4                | 542,2                 | 223,6                                  | 189,3                                  | 34,9                           | -34,4          | -15,4         |
| Dépenses de restructuration                 | 45,9                 | 28,1                  | 13,3                                   | 16,2                                   | 57,7                           | 2,9            | 21,5          |
| <b>III- Prêts retrocedés</b>                | <b>0,0</b>           | <b>0,0</b>            | <b>91,7</b>                            | <b>0,0</b>                             | <b>-</b>                       | <b>-91,7</b>   | <b>-100,0</b> |
| <b>IV- Service de la dette publique</b>     | <b>1 011,9</b>       | <b>913,7</b>          | <b>467,3</b>                           | <b>627,0</b>                           | <b>68,6</b>                    | <b>159,7</b>   | <b>34,2</b>   |
| Dette extérieure                            | 472,2                | 374,0                 | 249,4                                  | 201,6                                  | 53,9                           | -47,9          | -19,2         |
| - Intérêts                                  | 170,0                | 170,0                 | 92,5                                   | 75,1                                   | 44,2                           | -17,4          | -18,8         |
| - Principal                                 | 302,2                | 204,0                 | 157,0                                  | 126,5                                  | 62,0                           | -30,5          | -19,4         |
| Dette intérieure                            | 539,7                | 539,7                 | 217,8                                  | 425,4                                  | 78,8                           | 207,6          | 95,3          |
| dont- Intérêts                              | 49,9                 | 49,9                  | 13,5                                   | 30,4                                   | 60,9                           | 16,9           | 125,3         |
| - amortissement du principal                | 345,8                | 345,8                 | 57,9                                   | 47,3                                   | 13,7                           | -10,6          | -18,3         |
| - Remboursement crédits TVA                 | 72,0                 | 72,0                  | 36,0                                   | 37,0                                   | 51,4                           | 1,0            | 2,8           |
| - Arriérés intérieurs                       | 72,0                 | 72,0                  | 110,5                                  | 310,7                                  | 431,5                          | 200,2          | 181,3         |
| <b>TOTAL CHARGES</b>                        | <b>4 951,7</b>       | <b>4 409,0</b>        | <b>2 320,9</b>                         | <b>2 335,5</b>                         | <b>53,0</b>                    | <b>14,6</b>    | <b>0,6</b>    |

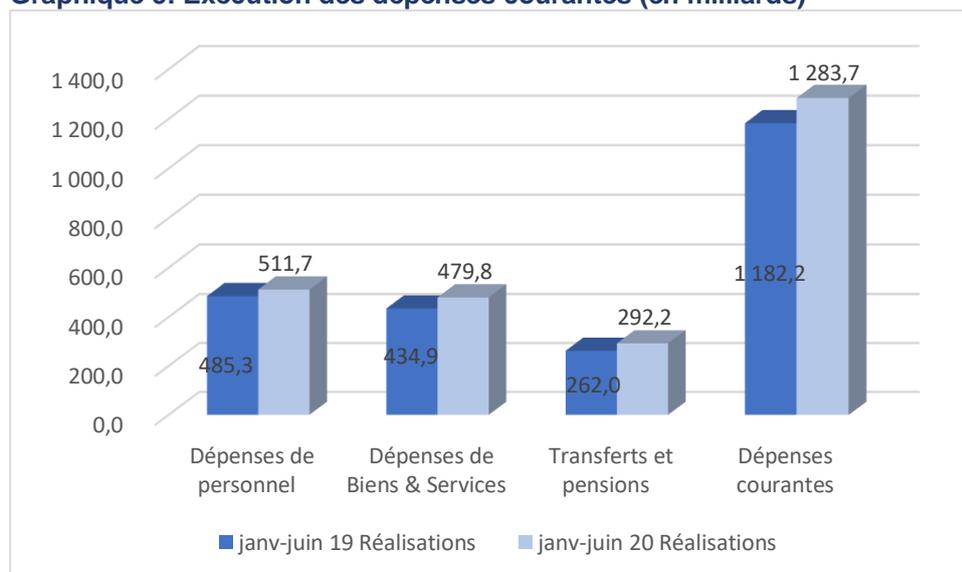
Source : MINFI

## 2.1. Les dépenses courantes (hors intérêts)

Elles comprennent les dépenses de personnel, les achats des biens et services et, les transferts et subventions.

A fin juin 2020, les dépenses courantes hors intérêt de la dette sont de 1 283,7 milliards, soit un taux d'exécution de 57,3%. Par rapport à fin juin 2019, elles s'accroissent de 101,5 milliards (+8,6%).

Graphique 5: Exécution des dépenses courantes (en milliards)



Source : MINFI/DGB

### 2.2.1. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel comprennent les traitements et salaires (95% du total) et les autres dépenses de personnel (5%). A fin juin 2020, elles ont été exécutées à hauteur de 511,7 milliards pour une prévision révisée de 1 040,1 milliards, soit un taux d'exécution de 49,2%. Le montant de ces dépenses augmente de 26,5 milliards (+5,5%) en glissement annuel.

### 2.2.2. Biens et services

Les dépenses des biens et services concernent les acquisitions de biens et services destinés au fonctionnement des administrations. Leur niveau d'exécution est de 479,8 milliards sur une dotation annuelle de 666,7 milliards, soit un taux d'exécution de 72,0%. Comparées à fin juin 2019, les dépenses de biens et services enregistrent une hausse de 44,9 milliards (+10,3%).

### 2.2.3. Transferts et subventions

Les dépenses de transfert et subventions sont composées des bourses, des subventions et des pensions.

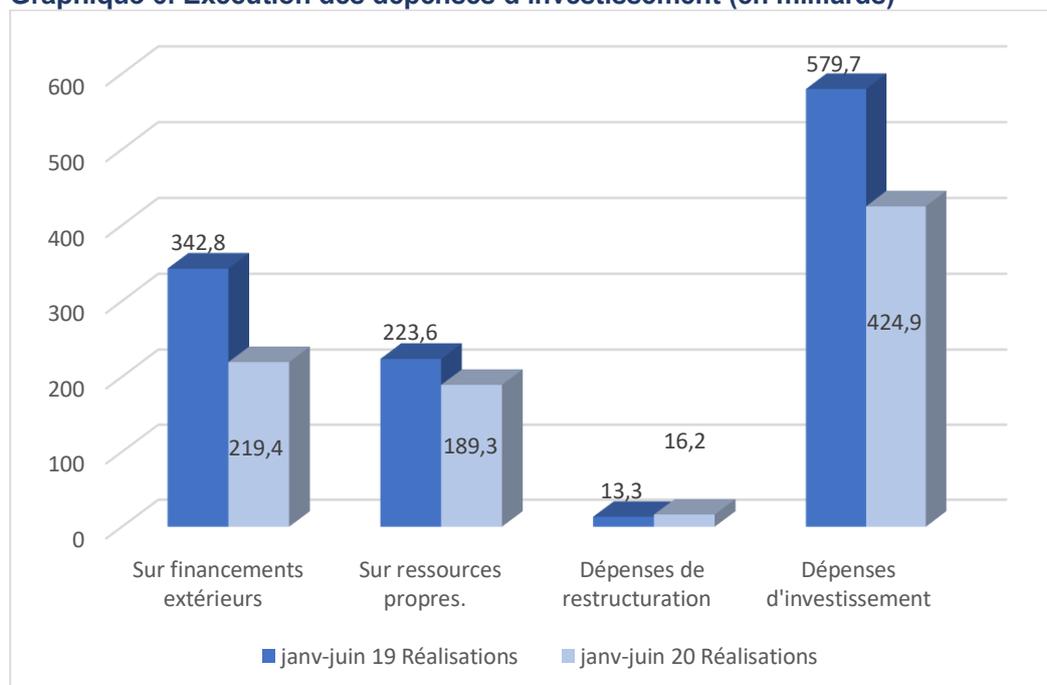
A fin juin 2020, ces dépenses s'élèvent à 292,1 milliards pour une prévision de 534,2 milliards, soit un taux d'exécution de 54,7%. Par rapport à fin juin 2019, elles augmentent de 30,1 milliards (+11,5%).

### 2.2. Les dépenses d'investissement

A fin juin 2020, les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 424,9 milliards (dont 219,4 milliards sur financements extérieurs, 189,3 milliards sur ressources propres et 16,2 en dépenses de restructuration) sur une prévision annuelle de 1 254,3 milliards, soit un taux d'exécution de 33,9%.

Comparées aux réalisations du premier semestre 2019, les dépenses d'investissement enregistrent une baisse de 154,9 milliards (-26,7%), imputable principalement aux dépenses sur financements extérieurs. En effet, ces dernières diminuent de 123,5 milliards (-36,0%), en lien avec les reports des décaissements induits par la pandémie du COVID-19 qui a affecté certains partenaires au développement.

Graphique 6: Exécution des dépenses d'investissement (en milliards)



Source : MINFI/DGB

### **2.3. Service de la dette publique**

Le service de la dette publique comprend le service de la dette publique extérieure et le service de la dette publique intérieure.

A fin juin 2020, le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 627,0 milliards pour une dotation annuelle de 913,7 milliards, soit un taux d'exécution de 68,6%. Comparativement à fin juin 2019, il augmente de 159,7 milliards (+34,2%).

#### **2.3.1. Service de la dette publique extérieure**

Au terme du premier semestre 2020, le service de la dette publique extérieure s'élève à 201,6 milliards sur une dotation de 374,0 milliards, soit un taux d'exécution de 53,9%. Comparativement au premier semestre 2019, il diminue de 47,9 milliards (-19,2%) en raison des allègements du service de la dette consécutifs à l'admission du Cameroun à l'initiative du G20 pour la suspension du service de la dette suite à la survenance de la COVID-19.

#### **2.3.2. Service de la dette publique intérieure**

Le service de la dette publique intérieure au titre du premier semestre 2020 se situe à 425,4 milliards, pour une prévision de 539,7 milliards, soit un taux d'exécution de 78,8%. Par rapport au premier semestre 2019, il augmente de 207,6 milliards (+95,3%) du fait des efforts entrepris par l'Etat pour apurer les restes à payer, notamment, les dettes des petites et moyennes entreprises.

## TROISIEME PARTIE : SOLDES BUDGETAIRES ET FINANCEMENT

Le budget révisé de l'exercice 2020 a été voté avec un besoin de financement budgétaire estimé à 986,6 milliards, soit un déficit budgétaire de 4,5% du PIB. En fin juin 2020, ce déficit se situe à 0,6% du PIB.

### 3.1. Soldes budgétaires

Le tableau ci-dessous fait la synthèse des ressources et dépenses budgétaires prises en charge et permet de dégager les différents soldes.

**Tableau 8: Synthèse de l'exécution budgétaire**(En milliards)

| Ressources                                | Montants       | Charges                                   | Montants       |
|---|----------------|---|----------------|
| <b>RECETTES INTERNES ET DONNS</b>         | <b>1 486,5</b> | <b>DEPENSES COURANTES</b>                 | <b>1 283,2</b> |
| Recettes fiscales brutes                  | 1 247,0        | Intérêts de la dette                      | 111,5          |
| <i>Dont remboursement des crédits TVA</i> | <i>37,0</i>    | Dépenses de personnel                     | 508,5          |
| Recettes fiscales nettes                  | 1 210,0        | Biens et services                         | 381,5          |
| Recettes pétrolières                      | 197,1          | Transferts courants                       | 281,7          |
| Recettes non fiscales                     | 68,8           | <b>DEPENSES EN CAPITAL</b>                | <b>344,9</b>   |
| <i>Total Recettes internes nettes</i>     | <i>1 475,9</i> | Dépenses sur financement extérieur        | 219,4          |
| Dons                                      | 10,6           | Dépenses sur ressources propres           | 109,7          |
|   |                | Dépenses de Participation/Restructuration | 15,8           |
| <b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>           | <b>0,0</b>     | <b>AUTRES DEPENSES</b>                    | <b>-3,6</b>    |
| Recettes de privatisations                |                | Prêts nets                                | -3,6           |
| <b>RECETTES NETTES BUDGET GENERAL</b>     | <b>1 486,5</b> | <b>DEPENSES BUDGET GENERAL</b>            | <b>1 624,4</b> |
| <b>Réalisations à fin juin 2020</b>       |                |   |                |
| <b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>              | <b>-141,5</b>  |   |                |
| <b>SOLDE GLOBAL</b>                       | <b>-137,9</b>  |   |                |
| <b>SOLDE PRIMAIRE</b>                     | <b>-26,5</b>   |   |                |
| <b>SOLDE PRIMAIRE NON PETROLIER</b>       | <b>-223,6</b>  |   |                |

Source : MINFI/DGB

Au terme du premier semestre de l'exercice 2020, le solde budgétaire est déficitaire de 137,9 milliards, le solde primaire est déficitaire de 26,5 milliards et le déficit du solde primaire non pétrolier est de 223,6 milliards.

#### Encadré 1: Définition et calcul des différents soldes budgétaires

*Le budget de l'Etat est composé de ressources et des dépenses. La différence entre ces ressources et les dépenses constitue le solde budgétaire.*

##### Les ressources budgétaires

*Elles englobent les recettes internes et les ressources d'emprunts et dons. Les recettes internes comprennent les recettes pétrolières (redevance SNH et impôts sur les sociétés pétrolières) et les recettes non pétrolières. Les recettes non pétrolières sont constituées : des impôts et taxes intérieurs, des recettes de douanes, des recettes non fiscales et les remboursements des prêts.*

*Les ressources d'emprunts et dons comprennent : les prêts projets, les prêts programme ou appuis budgétaires, les prêts FMI, les dons, les émissions des titres publics et les emprunts bancaires.*

### Les charges budgétaires

Elles comprennent : les dépenses courantes (hors intérêts), les dépenses en capital et le service de la dette publique.

Les dépenses courantes englobent : les dépenses de personnel, les dépenses de biens et services, les transferts et subventions.

Les dépenses en capital sont celles qui participent à la formation brute de capital fixe. Elles comprennent les dépenses d'investissement sur ressources internes et les dépenses d'investissement sur financements extérieurs, des dépenses de restructurations et de réhabilitations.

La prise en compte ou non des différentes rubriques qui constituent les ressources et les dépenses dans le calcul du solde, fait apparaître plusieurs qualificatifs du solde calculé.

**Le solde global du budget** de l'État correspond à la différence entre les ressources (recettes internes plus les dons) et les dépenses. Trois cas de figure sont possibles : (i) lorsque les ressources dépassent les dépenses, le budget de l'État est dit excédentaire ; (ii) lorsque les ressources sont équivalentes aux dépenses, le budget de l'État est à l'équilibre ; (iii) lorsque les ressources sont inférieures aux dépenses, le budget de l'État est déficitaire.

**solde budgétaire global = recettes totales – dépenses totales**

**Le solde primaire** est la différence entre les recettes internes plus dons et les dépenses hors intérêts de la dette publiques. Il constitue un indicateur important de la situation budgétaire d'un pays et des risques d'évolution non contrôlée de l'endettement public.

Le solde primaire permet de jauger la capacité de l'État à rembourser sa dette. Il donne une image assez fidèle de l'« effort » d'un gouvernement pour rééquilibrer le solde budgétaire, indépendamment du poids de l'histoire. Si toutes les recettes sont utilisées pour financer les dépenses hors dette, l'État doit de nouveau emprunter pour rembourser sa dette.

Un déficit primaire correspond à un solde négatif du budget des administrations publiques non compris les intérêts versés sur la dette et les revenus d'actifs financiers reçus. Dans le cas inverse on parle d'excédent budgétaire primaire.

**solde primaire = recettes totales – dépenses courantes hors intérêts de la dette publique – dépenses d'investissement sur ressources propres**

Cependant dans le cadre du Programme Economique et Financier conclu avec le FMI, les décaissements relatifs aux dépenses sur financement extérieur sont inclus dans le calcul du solde primaire.

**solde primaire = recettes totales – dépenses courantes hors intérêts de la dette publique – dépenses d'investissement sur ressources propres – dépenses sur financements extérieurs**

**Le solde primaire non pétrolier** du budget de l'État est la différence entre le solde primaire et les recettes pétrolières

**solde primaire non pétrolier = solde primaire -recettes pétrolières**

## 3.2. Financement

Au déficit budgétaire de 139,7 milliards se sont ajoutés des besoins financiers au titre des opérations non budgétaires de 386,0 milliards, composés de l'amortissement de la dette extérieure (126,5 milliards), de l'amortissement de la dette intérieure (36,6 milliards), les dépenses des correspondants (10,7 milliards), les restes à payer trésor et arriérés intérieurs (185,9 milliards), et du

remboursement des crédits de TVA (37,0 milliards). Les besoins financiers se sont en tout élevés à 523,9 milliards.

Pour les couvrir, l'Etat a trouvé des ressources non budgétaires issues des prêts projets (208,8 milliards), des émissions de titres publics (234,7 milliards), des appuis budgétaires (97,9 milliards) et du financement bancaire (112,0 milliards). Ces ressources non budgétaires se sont élevées en tout à 653,4 milliards, soit un écart de financement de 129,5 milliards.

Le tableau ci-dessous ressort les différentes composantes des emplois et ressources de financement.

**Tableau 9: Soldes budgétaires à fin juin 2020 (en milliards)**

| BESOINS DE FINANCEMENT                       | MONTANT      | RESSOURCES DE FINANCEMENT                   | MONTANT      |
|--|--------------|---|--------------|
| Déficit budgétaire global                    | 137,9        | Prêts projets                               | 208,8        |
| Amortissement de la dette                    | 152,4        | Emission des Titres publics                 | 234,7        |
| <i>Dette extérieure</i>                      | 126,5        | Appuis Budgétaires                          | 97,9         |
| <i>Dette intérieure (hors correspondants</i> | 36,6         | Financement bancaire                        | 112          |
| Remboursement des crédits TVA                | 37           | <i>Dont compte séquestre TVA</i>            | 37           |
| Restes à payer Trésor/Arriérés intérieurs*   | 185,9        | Restes à payer Trésor/Arriérés intérieurs** |              |
| Dépenses des correspondants                  | 10,7         | Ecart de Financement                        | -129,5       |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>523,9</b> | <b>TOTAL</b>                                | <b>523,9</b> |

Source : MINFI/DGB \*y compris dette non structurée CAA(diminution) ;\*\* y compris dette non structurée CAA(accumulation)

## QUATRIEME PARTIE : THEMATIQUES PARTICULIERES

### 4.1. Les procédures dérogatoires

Les procédures dérogatoires sont relatives aux dépenses qui ont fait l'objet de paiement sans respecter la phase administrative, et qui doivent être régularisées à posteriori. Il s'agit des régies d'avances et des avances de trésorerie.

La Circulaire N°0008349/MINFI du 30 Décembre 2019, portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'exercice 2019 a prescrit la limitation du recours aux procédures dérogatoires.

Le volume des dépenses exécutées par le biais des procédures dérogatoires reste encore élevé. Au terme du premier semestre 2020, ces dépenses se chiffrent à 126,3 milliards, soit un taux de 8,5%, en augmentation de 1,7 point en glissement annuel. Pour ce critère, le plafond à fin 2020 est fixé à 5% dans le cadre du programme économique et financier.

**Tableau 10: Situation des dépenses exécutées en procédures exceptionnelles au 30 juin 2020 (en milliards)**

| RUBRIQUES  | CUMUL          |             |
|--|----------------|-------------|
|  | Montant        | Pourcentage |
| Régies d'avance  | 27,5           | 1,8%        |
| Engagements provisionnels  | 0              | 0,0%        |
| Avances de trésorerie (hors frais de justice)                          | 98,8           | 6,6%        |
| <b>Total (numérateur)</b>  | <b>126,3</b>   | <b>8,5%</b> |
| Pour mémoire   |                |             |
| <b>Total dépenses budgétaires (hors intérêts de la dette et FINEX)</b> | <b>1 489,2</b> |             |

Source : MINFI/DGB

#### 4.2.1. Les régies d'avance

Les régies d'avances sont une procédure dérogatoire à caractère réglementaire. Elles permettent l'exécution des dépenses urgentes pour lesquelles la procédure normale serait incommode du fait de son caractère contraignant. Contrairement à cette dernière qui exige le respect chronologique des étapes classiques (engagement, liquidation, ordonnancement, paiement), et dont le principe est le paiement après service fait, la procédure de régies d'avances se caractérise par la mise à disposition des fonds avant exécution et le positionnement de l'ordonnancement de la dépense en fin de procédure. La

régie d'avance aboutit à la mise à disposition des fonds par le comptable assignataire, à un régisseur nommé sur proposition du gestionnaire des crédits. En fonction de leur objet, les fonds au titre de régies d'avances sont mis à disposition soit en caisse unique, en deux ou en quatre caisses. Toutes les régies d'avances ouvertes pour le compte d'un exercice budgétaire sont réputées clôturées au 31 décembre de l'exercice concerné. Elles peuvent éventuellement être rouvertes lors de l'exercice suivant sous certaines conditions.

Au terme du premier semestre 2020, on dénombre un total de 419 régies d'avances ouvertes pour un volume annuel de 54,9 milliards. En glissement annuel, le volume global des régies d'avances ouvertes affiche une hausse de 19,1 milliards.

Les dépenses exécutées par le biais de cette procédure s'élèvent à 27,5 milliards, en augmentation de 16,0 milliards par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par une appropriation progressive de la procédure par les différents acteurs.

**Tableau 11: Situation des régies d'avance au 30 juin 2020 (en milliards)**

| DESIGNATION      | NOMBRE DE REGIES | VOLUME ANNUEL | ENCAISSE |
|------------------|------------------|---------------|----------|
| Régies créées    | 22               | 6,5           | 27, 5    |
| Régies rouvertes | 397              | 48,4          |          |
| <b>TOTAL</b>     | 419              | 54,9          |          |

Source : MINFI/DGB

#### ***4.2.2. Les dépenses sans ordonnancement préalable et les avances de trésorerie***

Les dépenses sans ordonnancement préalable sont celles dont la phase de paiement précède la phase administrative (engagement, liquidation et ordonnancement). Les avances de trésorerie sont quant à elles, des paiements effectués sans respect des règles de la procédure normale de dépenses notamment sans engagement, liquidation et ordonnancement préalables.

En d'autres termes, elles correspondent aux débloquages effectués pour faire face à des situations urgentes ou exceptionnelles. Leur exécution est toutefois subordonnée à l'autorisation expresse du Ministre des Finances et l'attestation de disponibilité de crédit délivrée par le Directeur Général du Budget. Ladite

attestation indique clairement l'imputation budgétaire qui supportera la dépense au moment de la régularisation budgétaire.

Au terme du premier semestre 2020, les décaissements au titre des dépenses sans ordonnancement préalable se chiffrent à 642,9 milliards et concernent notamment les financements extérieurs (182,0 milliards) et le service de la dette extérieure et intérieure en principal et intérêts (244,7 milliards), ayant fait l'objet de couverture et de régularisation à hauteur de 175,9 milliards.

Les avances de trésorerie quant à elles, ont fait l'objet de déblocage pour 98,8 milliards. Leur régularisation a été réalisée à hauteur de 42,8 milliards.

Pour l'ensemble de ces dépenses, les demandes de couverture budgétaire en régularisation sont en cours de traitement au niveau de la Direction Générale du Budget afin de permettre à la Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire de les apurer avant la clôture de l'exercice.

Il convient de signaler que, les avances de trésorerie posent un problème de sincérité et de justification de la qualité de la dépense dans l'exécution du budget. Par ailleurs, plusieurs dépenses à régulariser peuvent rester non couvertes en fin d'année du fait de l'indisponibilité des crédits budgétaires.

Le recours aux avances de trésorerie expose au risque des dépenses extrabudgétaires, accentuant le déséquilibre budgétaire. De même, la nécessité de procéder à la couverture desdites dépenses peut entraîner un effet d'éviction sur celles budgétisées avec comme conséquence le non-respect du principe de la spécialité budgétaire.

Sous un autre angle, le recours aux avances de trésorerie encourage la gestion des fonds publics en dehors du réseau des caisses du trésor public au profit d'autres circuits, battant en brèche le principe du monopole du trésor dans le recouvrement, le maniement et la conservation des deniers publics.

**Tableau 12: Situation des dépenses sans ordonnancement préalable et des avances de trésorerie au 30 juin 2020**

| NATURE DES DEPENSES                                  | DECAISSEMENTS<br>OU MONTANTS<br>DEMANDES | COUVERTURES<br>EFFECTUEES | RESTE A COUVRIR        |
|--|--|---------------------------|------------------------|
| FINEX  | 182 008 554 846                          | 0                         | 182 008 554 846        |
| ID SNH   | 96 744 482 614                           | 53 980 017 632            | 42 764 464 982         |
| Dette extérieure (Principal)                         | 122 381 460 000                          | 92 880 000 000            | 29 501 460 000         |
| Dette extérieure (Intérêts)                          | 54 309 920 000                           | 46 344 740 000            | 7 965 180 000          |
| Dette intérieure (Principal)                         | 47 155 000 000                           | 26 955 000 000            | 20 200 000 000         |
| Dette intérieure (Intérêts)                          | 20 857 000 000                           | 9 757 000 000             | 11 100 000 000         |
| Prêts consolidés                                     | 2 982 569 845                            | 2 962 953 876             | 19 615 969             |
| Intérêts sur Eurobonds                               | 18 959 943 504                           | 18 959 943 504            | 0                      |
| Remboursement crédits TVA                            | 62 000 185 220                           | 25 000 000 000            | 37 000 185 220         |
| Diverses commissions et charges financières          | 12 198 277 675                           | 834 994 473               | 11 363 283 202         |
| Diverses contributions                               | 303 250 000                              | 0                         | 303 250 000            |
| Frais de justice                                     | 17 364 401 857                           | 0                         | 17 364 401 857         |
| Indemnités annuelles dues aux régisseurs de recettes | 3 279 531                                | 0                         | 3 279 531              |
| Remise sur vente des timbres                         | 1 161 676 763                            | 212 118 735               | 949 558 028            |
| Avoirs fiscaux                                       | 4 418 966 121                            | 0                         | 4 418 966 121          |
| <b>Total dépenses sans ordonnancement préalable</b>  | <b>642 851 523 892</b>                   | <b>277 886 768 220</b>    | <b>364 964 755 672</b> |
| <b>Diverses avances de trésorerie</b>                | <b>98 783 912 867</b>                    | <b>42 846 697 701</b>     | <b>55 937 215 166</b>  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>741 635 436 759</b>                   | <b>320 733 465 921</b>    | <b>420 901 970 838</b> |

Sources : DGB et DGTCFM

## 4.2. Les ressources transférées en investissement

Les dépenses liées à la mise en œuvre de la décentralisation s'effectuent conformément aux dispositions des lois N°2004/017 du 22 juillet 2004, N°2009/011 du 10 juillet 2009, N°2018/012 du 11 juillet 2018 et N°2019/024 du 24 décembre 2019 portant respectivement orientation de la décentralisation, régime financier des collectivités territoriales décentralisées, régime financier de l'Etat et des autres entités publiques, et code général des collectivités territoriales décentralisées.

En effet, compte tenu du caractère prépondérant et significatif de la décentralisation dans le processus de développement, certaines ressources sont mises à la disposition des collectivités territoriales par l'administration centrale. Ces ressources connues sous la dénomination de ressources transférées sont nécessaires à ces collectivités pour exercer leurs compétences. Elles leur sont dévolues soit par transfert de fiscalité, soit par dotations, soit les deux à la fois.

S'agissant des ressources d'investissement transférées aux collectivités territoriales décentralisées en fonction des compétences, elles sont évaluées dans le budget 2020 à 97,1 milliards réparties entre 21 chapitres budgétaires. A fin juin 2020, le taux d'engagement desdites ressources est de 11,2% soit 11,0 milliards dont 5,2 milliards ordonnancés. En glissement annuel, le montant total des ordonnancements sur ressources transférées en fonction de compétence est en diminution de 1,2 milliard.

**Tableau 13: Exécution des ressources d'investissement transférées aux CTD par administration à fin juin 2020(en millions)**

| Chapitre budgétaire /<br>Budgetary Head        | DOTATION<br>LF RECTIFICATIVE |                 | DOTATION<br>REVISÉE |                 | ENG.            | ORD.           | %<br>ENG<br>CP | %<br>ORD   | %<br>RPHYS  |
|--|------------------------------|-----------------|---------------------|-----------------|-----------------|----------------|----------------|------------|-------------|
|  | AE                           | CP              | AE                  | CP              | CP              |                |                |            |             |
| MINAC  | 217,5                        | 217,5           | 217,5               | 217,5           | 25,5            | 19,5           | 11,7           | 9,0        | 16,4        |
| MINEDUB  | 13 304,7                     | 13 304,7        | 13 321,7            | 13 321,7        | 1 748,5         | 1 045,0        | 13,1           | 7,8        | 17,3        |
| MINSEP   | 393,0                        | 393,0           | 393,0               | 393,0           | -               | -              | -              | -          | 2,2         |
| MINCOMMERCE                                    | 545,0                        | 500,0           | 545,0               | 500,0           | 48,8            | 25,0           | 9,8            | 5,0        | 7,3         |
| MINTOURL                                       | 1 200,0                      | 1 200,0         | 1 200,0             | 1 200,0         | 422,8           | 283,2          | 35,2           | 23,6       | 19,2        |
| MINJEC   | 1 530,6                      | 1 530,6         | 1 590,6             | 1 590,6         | 163,4           | 59,0           | 10,3           | 3,7        | 5,3         |
| MINDEVELL                                      | 35 959,7                     | 35 915,6        | 36 039,3            | 35 995,2        | 3 438,2         | 1 609,8        | 9,6            | 4,5        | 11,9        |
| MINEPDED                                       | 540,0                        | 540,0           | 540,0               | 540,0           | 59,0            | 34,0           | 10,9           | 6,3        | 14,8        |
| MINADER  | 6 975,4                      | 6 975,4         | 6 975,4             | 6 975,4         | 616,8           | 296,5          | 8,8            | 4,3        | 9,7         |
| MINEPIA  | 3 000,0                      | 3 000,0         | 3 000,0             | 3 000,0         | 269,7           | 166,0          | 9,0            | 5,5        | 6,8         |
| MINEE  | 7 011,7                      | 6 740,3         | 7 011,7             | 6 740,3         | 453,3           | 236,6          | 6,7            | 3,5        | 12,5        |
| MINFOF   | 300,0                        | 300,0           | 300,0               | 300,0           | 20,0            | 20,0           | 6,7            | 6,7        | 10,0        |
| MINPROF  | 500,0                        | 500,0           | 500,0               | 500,0           | 50,6            | 16,5           | 10,1           | 3,3        | 11,7        |
| MINTP  | 12 304,6                     | 11 944,6        | 12 421,5            | 12 061,5        | 1 430,9         | 694,1          | 11,9           | 5,8        | 11,5        |
| MINHDU   | 5 719,4                      | 5 440,4         | 5 719,4             | 5 440,4         | 220,0           | 42,4           | 4,0            | 0,8        | 6,7         |
| MINPMEESA                                      | 670,0                        | 670,0           | 670,0               | 670,0           | 118,5           | 90,0           | 17,7           | 13,4       | 17,1        |
| MINSANTE                                       | 6 700,0                      | 6 700,0         | 6 700,0             | 6 700,0         | 770,8           | 412,8          | 11,5           | 6,2        | 9,8         |
| MINAS  | 674,0                        | 674,0           | 674,0               | 674,0           | 103,0           | 85,0           | 15,3           | 12,6       | 20,8        |
| MINPROFF                                       | 561,5                        | 561,5           | 561,5               | 561,5           | 41,9            | 37,9           | 7,5            | 6,7        | 9,7         |
| Subventions et<br>contributions                | -                            | -               | 100,0               | 100,0           | 100,0           | -              | 100,0          | -          | -           |
| Interventions en<br>investissements            | -                            | -               | 872,4               | 872,4           | 872,4           | 75,6           | 100,0          | 8,7        | 8,7         |
| <b>CREDITS<br/>TRANSFERES AUX<br/>COMMUNES</b> | <b>98 107,0</b>              | <b>97 107,5</b> | <b>99 353,0</b>     | <b>98 353,5</b> | <b>10 974,0</b> | <b>5 248,9</b> | <b>11,2</b>    | <b>5,3</b> | <b>11,9</b> |

Source : MINEPAT/DGEPIP

### 4.3. Les dépenses sociales

Au 30 juin 2020, les dépenses sociales base ordonnancement sont exécutées à hauteur de 316,3 milliards, soit un taux d'exécution de 40,6%. Au regard du plancher du mois de juin 2020 (325,0 milliards), le critère du PEF n'est pas atteint, soit un GAP de 8,7 milliards.

Il est nécessaire de poursuivre la mise en œuvre des mesures permettant de relever substantiellement le montant de ces dépenses pour les prochains mois. Parmi ces mesures, figurent : la poursuite des couvertures budgétaires, le

maniement rationnel des outils de régulation budgétaire, le recensement intégral de tous les appuis affectés au profit des dépenses sociales sur tous les chapitres communs et dans les projets à financements extérieurs, l'accélération des projets d'investissement dans les ministères concernés.

**Tableau 14: Exécution des dépenses sociales à fin juin 2020 hors chapitre commun (en milliards)**

| CHAPITRES              | TOTAL        |              |                  | FONCTIONEMENT |              |                  | INVESTISSEMENT |            |                  |
|------------------------|--------------|--------------|------------------|---------------|--------------|------------------|----------------|------------|------------------|
|                        | CP révisé    | Juin 2020    | Taux d'exécution | CP révisé     | Juin 2020    | Taux d'exécution | CP révisé      | Juin 2020  | Taux d'exécution |
| <b>MINEDUB</b>         | 228,5        | 87,7         | 38,4%            | 199,6         | 86,8         | 43,5%            | 28,9           | 0,9        | 3,1%             |
| <b>MINESEC</b>         | 392,4        | 175,4        | 44,7%            | 377,7         | 174,9        | 46,3%            | 14,6           | 0,5        | 3,4%             |
| <b>MINJEC</b>          | 13,2         | 7,1          | 53,8%            | 13,2          | 7,1          | 53,8%            | -              | -          | -                |
| <b>MINEFOP</b>         | 19           | 6,9          | 36,3%            | 12,8          | 6,1          | 47,7%            | 6,6            | 0,8        | 12,1%            |
| <b>MINSANTE</b>        | 108,1        | 32,7         | 30,2%            | 108,1         | 32,7         | 30,2%            | -              | -          | -                |
| <b>MINTSS</b>          | 4,8          | 1,7          | 35,4%            | 4,8           | 1,7          | 35,4%            | -              | -          | -                |
| <b>MINAS</b>           | 7,2          | 2,8          | 38,9%            | 7,2           | 2,8          | 38,9%            | -              | -          | -                |
| <b>MINPROFF</b>        | 6,3          | 2            | 31,7%            | 6,3           | 2            | 31,7%            | -              | -          | -                |
| <b>TOTAL</b>           | <b>779,5</b> | <b>316,3</b> | <b>40,6%</b>     | <b>729,6</b>  | <b>314,1</b> | <b>43,1%</b>     | <b>50,1</b>    | <b>2,2</b> | <b>4,4%</b>      |
| <b>Plancher du PEF</b> |              | <b>325</b>   |                  |               |              |                  |                |            |                  |
| <b>ECART</b>           |              | <b>-8,7</b>  |                  |               |              |                  |                |            |                  |

Source : MINFI/DGB

#### 4.4. La situation des marchés publics

La situation de la passation des marchés au terme du premier semestre de l'exercice 2020 se présente comme suit :

- taux de lancement des Appels d'Offres : 67,3 % contre 71,2 % à la même période de l'année dernière, soit un recul de 3,9 points ;
- taux d'attribution des marchés : 67,9 % contre 51,6 % à mi-parcours de l'exercice 2019, soit une hausse de 16,3 points ;
- taux de signature : 54,5 % contre 36,3 % à la même période de l'année dernière, soit une hausse de 18,2 points ;
- taux de réception : 5,9 % contre 2,3 % au terme du premier semestre de l'exercice 2019, soit une augmentation de 3,6 points.

On observe dans l'ensemble, une amélioration des performances dans le processus de contractualisation des projets. Cette situation peut s'expliquer par une meilleure imprégnation des textes et procédures réglementaires en la matière.

## CONCLUSION

L'exécution du budget au cours du premier semestre 2020 s'est faite dans un environnement marqué par les effets de la pandémie du Covid-19 et la persistance des problèmes sécuritaires qui perturbent les activités socio-économiques, notamment dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Elle est caractérisée par un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources (taux de réalisation de 56,2%). Les ressources budgétaires mobilisées ont augmenté de 434,5 milliards par rapport au premier semestre 2019 pour s'établir à 2 479,8 milliards. Cette bonne performance est attribuable aux ressources d'emprunts en raison de l'appui exceptionnel de 135,6 milliards en soutien à la lutte contre la Covid-19.

Par composante, le taux de réalisation des recettes pétrolières est de 73,1%. Celui des recettes non pétrolières est de 51,0% dont 52,5% pour les recettes fiscales et 33,7% pour les recettes non fiscales.

S'agissant des charges budgétaires, elles progressent de 14,6 milliards par rapport à fin juin 2019 sous l'effet des dépenses courantes et du paiement du service de la dette. Par rubrique, les dépenses courantes (hors intérêts) enregistrent un taux d'exécution de 51,8%, celles en capital, et le service de la dette publique sont exécutées respectivement à hauteur de 33,9% et 68,6%.

Il en résulte un déficit budgétaire de 137,9 milliards, soit 0,6% du PIB. Le solde primaire est de -26,5 milliards tandis le solde primaire non pétrolier est de -223,6 milliards.

Toutefois, l'exécution du budget 2020 reste entachée par des procédures dérogatoires, le niveau élevé des dépenses de biens et services, et des carences dans l'exécution du budget d'investissement public.

Les efforts de mobilisation des ressources, d'amélioration de la consommation des crédits d'investissement et la maîtrise des charges de fonctionnement devront se poursuivre au deuxième semestre 2020, afin de garantir l'atteinte des objectifs du programme économique et financier et de faire face aux besoins sociaux et sécuritaires croissants.

## ANNEXES

### **ANNEXE 1 : Changements induits par l'ordonnance du 03 juin 2020 sur les grandes rubriques du budget**

#### ***1.1 Les ressources***

Les ressources du budget général de l'Etat, compte tenu de la perturbation de l'activité économique et de la mise en œuvre de la stratégie de soutien économique et social du Gouvernement, ont été révisées ainsi qu'il suit :

- **Recettes pétrolières** : 269,7 milliards contre de 443 milliards dans le budget initial, soit une baisse de 173,3 milliards (-39,1%). Cette diminution s'explique d'une part, par la chute à 35,6 dollars US du prix mondial du baril de pétrole, contre 54,4 dollars US en loi de finances initiale, et d'autre part, par la forte contraction de la production pétrolière (-14,3%) comparée à une projection de croissance initiale de 0,6% de cette production en loi de finances 2020 ;
- **Recettes fiscales et douanières** : 2 374,8 milliards contre 2 962,2 milliards dans le budget initial, soit une baisse de 587,4 milliards (-19,8%). La baisse de ces recettes se justifie par l'effet conjugué de la contraction de l'activité économique et de la mise en place des mesures volontaristes de soutien fiscal aux agents économiques. Le manque à gagner induit par ces mesures se chiffrent à 116 milliards ;
- **Recettes non fiscales** : 204 milliards contre 212 milliards dans le budget initial, soit une diminution de 8 milliards (-3,8%) ;
- **Dons** : 102 milliards comme dans la loi de finances initiale 2020.

Ainsi, la diminution totale des recettes internes du budget général de l'Etat est évaluée à 768,7 milliards (-20,7%) desdites recettes par rapport à la loi de finances initiale 2020.

#### ***1.2 Les dépenses***

Au niveau des dépenses, un effort de réallocation a été effectué sur toutes les administrations excepté les ministères sociaux et certaines institutions, afin de dégager les marges budgétaires nécessaires à la prise en charge de la riposte gouvernementale face à la pandémie du coronavirus. Le volume des

réajustements des ouvertures de crédits existantes ainsi effectués toute nature de dépenses confondues (hors service de la dette), est évalué à 444,5 milliards soit 2% du PIB. De manière spécifique, ces ajustements se présentent ainsi qu'il suit :

- **Dépenses de personnel** : 1 036,2 milliards contre 1 066,2 milliards dans la loi de finances initiale, soit une baisse de 30 milliards (-2,8%), reposant sur la mesure du gel partiel du paiement des rappels sur salaires envisagée sur les six derniers mois de l'exercice 2020 ;
  
- **Dépenses de biens et services** : 677 milliards contre 780 milliards en loi de finances initiale, soit une baisse de 103 milliards (-13,2%). Cette baisse provient essentiellement de la réduction des crédits dédiés aux frais administratifs des ministères et institutions ;
  
- **Transferts et subventions** : 527,9 milliards contre 597,4 milliards dans le budget initial, soit une réduction de 69,5 milliards (-11,6%). Cette diminution a été répercutée en totalité sur l'enveloppe constituée en loi de finances initiale pour la compensation des manques à gagner de la SONARA et des Marqueteurs dans le cadre des importations des produits pétroliers. Cet ajustement se justifie par le faible niveau des cours mondiaux du pétrole projeté en moyenne sur l'exercice 2020, qui limiterait les pertes pour ces sociétés ;
  
- **Dépenses d'investissement sur ressources propres (y compris les dépenses de réhabilitation et de restructuration)** : 570,3 milliards contre 700,3 milliards en loi de finances initiale, soit une diminution de 130 milliards (-18,6%). La réduction du BIP sur ressources propres concerne exclusivement les nouveaux projets moins prioritaires qui ont été annulés compte tenu du fait que leur exécution n'avait pas encore démarré en 2020 ;
  
- **Dépenses d'investissement sur financement extérieur** : 684 milliards contre 796 milliards dans le budget initial, soit une diminution de 112 milliards (-14,1%). Cette baisse se justifierait par la réduction projetée des apports

des partenaires bilatéraux au titre de l'Aide Publique au Développement (APD) ;

- **Intérêt de la dette** : 202,3 contre 219,9 milliards en loi de finances initiale 2020, soit une diminution de 17,6 milliards (-8,0%). En tenant compte de l'allègement de 37 milliards consenti par les partenaires bilatéraux du G20 sur les intérêts de la dette extérieure, le paiement effectif des intérêts de la dette pourrait s'établir à 165,3 milliards en 2020.

S'agissant en particulier de l'évolution du **budget des CAS** qui passe dans la loi de finances rectificative à 223,7 milliards contre 43,7 milliards en loi de finances initiale soit une hausse de 180 milliards, elle s'explique par la création et le plafonnement à concurrence de cette augmentation dans l'ordonnance du 03 juin 2020, d'un nouveau Compte d'Affectation Spéciale dénommé « **Fonds Spécial de solidarité Nationale pour la Lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économiques et sociales** ».

Les recettes de ce Fonds sont constituées de deux sources :

- D'une part, les contributions financières de divers bailleurs sous forme de dons ou prêts affectés à la lutte contre la COVID-19 (Fonds de concours) à hauteur de 43 milliards, dont 2 milliards de l'Union Européenne ; 6,5 milliards de l'Agence Française de Développement ; 22 milliards de la Banque Mondiale ; 9 milliards du Partenariat Mondial pour l'Education ; et 3,5 milliards au titre des autres versements des personnes morales ainsi que des personnes physiques ;
- D'autre part, les versements des recettes du budget général, à hauteur de 137 milliards, représentant une fraction de 3% de ces recettes.

**S'agissant de ses dépenses**, le Fonds de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus est structuré en quatre nouveaux programmes déclinés ainsi qu'il suit :

- Renforcement du système sanitaire : 58,7 milliards ;
- Résilience économique et financière : 98,7 milliards ;
- Renforcement de la recherche et de l'innovation : 8,1 milliards ;
- Résilience sociale et approvisionnements stratégiques : 14,5 milliards.

### ***1.3 Le financement du déficit budgétaire***

Le déficit budgétaire qui résulte de la révision des recettes et des dépenses de l'Etat, y compris les dépenses du Fonds de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales, se chiffre à 986,6 milliards contre 512,5 milliards en loi de finances initiale, soit une augmentation de 474,1 milliards.

Les autres charges de financement et de trésorerie, outre le besoin lié au financement du déficit budgétaire se déclinent comme suit :

- **Amortissement de la dette** : 685,4 milliards contre 648 milliards dans la loi de finances initiales, soit une augmentation de 37,4 milliards (5,8%) liée à la revalorisation du principal de la dette extérieure. Avec un allègement de 81 milliards consenti par les partenaires bilatéraux du G20, le paiement effectif du principal de la dette extérieure sera de 604,4 milliards en 2020 ;
- **Remboursement des crédits de TVA** : 72 milliards comme en loi de finances initiale 2020. Une augmentation de 25 milliards de ces remboursements telle que prescrite par le Président de la République au titre du soutien aux entreprises est cependant contenue dans les dépenses du Fonds de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus ;
- **Arriérés y compris dette non structurée CAA** : 72 milliards comme en loi de finances initiale 2020 ;
- **Sorties nettes de fonds des correspondants** : 0 milliards comme en loi de finances initiale, sous l'hypothèse que les correspondants ne devraient retirer au Trésor public que les recettes qu'ils auraient versées au cours de l'année 2020.

Sur cette base, le budget de l'Etat dégage un besoin de financement total de 1 816,0 milliards. Les leviers mobilisés par l'Etat pour assurer l'équilibre financier de ces opérations se présentent comme suit :

- **Prêts projets** : 655 milliards contre 767 milliards dans la loi de finances initiale, soit une diminution de 112 milliards (-14,6%) pour les raisons déjà

évoquées précédemment concernant la baisse des investissements publics sur financement extérieur ;

- **Appuis budgétaires** : 589 milliards dont 374,5 milliards au titre des appuis exceptionnels pour la lutte contre le coronavirus, contre 115,5 milliards dans la loi de finances initiale ; soit une augmentation de 473,5 milliards. Cette augmentation se justifie d'une part par les financements exceptionnels attendus, et d'autre part par le report des décaissements des appuis de la BAD et du FMI attendus en 2019 de montants respectifs de 53 milliards et 45 milliards. Les financements exceptionnels de soutien à la lutte contre la COVID-19 se décomposent comme suit : 135,6 milliards du FMI, 70,4 milliards de la BAD, 20 milliards de la BDEAC, 22 milliards de la Banque mondiale, 6,5 milliards de l'AFD, 2 milliards de l'UE et 118 milliards d'allègement du service de la dette extérieure sous l'initiative des partenaires bilatéraux du G20 ;
- **Emission de titres publics** : 420 milliards contre 320 milliards dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 100 milliards (+31,3%) compte tenu des besoins de financement résiduels après prises en compte des apports en financement exceptionnels. L'assouplissement de la politique monétaire par la BEAC pour soutenir les États membres de la CEMAC devrait favoriser la levée de ces ressources ;
- **Financement bancaire** : 80 milliards contre 30 milliards en loi de finances initiale 2020, soit une augmentation de 50 milliards représentant les tirages envisagés par l'Etat sur la marge disponible de son compte de réserves des avances statutaires à la BEAC.

**Tableau 15 : Les évolutions opérées par poste budgétaire entre la LFI et la LFR 2020 (en milliards)**

| (En milliards de F.CFA)          | LFI 2020       | LFR 2020       | Ecart         | V° (%)       |
|----------------------------------|----------------|----------------|---------------|--------------|
| <b>Total ressources</b>          | <b>4 951,7</b> | <b>4 707,0</b> | <b>-244,7</b> | <b>-4,9</b>  |
| <b>Recettes internes et dons</b> | <b>3 719,2</b> | <b>2 950,5</b> | <b>-768,7</b> | <b>-20,7</b> |
| Recettes pétrolières             | 443,0          | 269,7          | -173,3        | -39,1        |
| Recettes non pétrolières         | 3 174,2        | 2 578,8        | -595,4        | -18,8        |
| Recettes fiscales                | 2 962,2        | 2 374,8        | -587,4        | -19,8        |
| Impôts et taxes                  | 2 103,0        | 1 724,8        | -378,2        | -18,0        |
| Recettes douanières              | 859,2          | 650,0          | -209,2        | -24,3        |
| Recettes non fiscales            | 212,0          | 204,0          | -8,0          | -3,8         |

|  |                 |                 |               |               |
|--|-----------------|-----------------|---------------|---------------|
| Dons   | 102,0           | 102,0           | 0,0           | 0,0           |
| Projets  | 29,0            | 29,0            | 0,0           | 0,0           |
| Programme  | 73,0            | 73,0            | 0,0           | 0,0           |
| <b>Financement Brut</b>                                  | <b>1 232,5</b>  | <b>1 756,5</b>  | <b>524,0</b>  | <b>524,0</b>  |
| Prêts projet   | 767,0           | 655,0           | -112,0        | -14,6         |
| Appui budgétaire (FMI, UE, AFD, BM, BAD)                 | 115,5           | 214,5           | 99,0          | 85,7          |
| <i>Dont FMI</i>  | 44,0            | 90,0            | 46,0          | 104,5         |
| <i>UE</i>  | 16,0            | 16,0            | 0,0           | 0,0           |
| <i>(En milliards de F.CFA)</i>                           | <b>LFI 2020</b> | <b>LFR 2020</b> | <b>Ecart</b>  | <b>V° (%)</b> |
| <i>AFD</i>   |                 | 0,0             | 0,0           | -             |
| <i>BM</i>  | 55,5            | 55,5            | 0,0           | 0,0           |
| <i>BAD</i>   |                 | 53,0            | 53,0          | -             |
| Emission des titres                                      | 320,0           | 420,0           | 100,0         | 31,3          |
| Financement bancaire (hors titres pub)                   | 30,0            | 80,0            | 50,0          | 166,7         |
| Autres emprunts  |                 | 0,0             | 0,0           | -             |
| <b>Financement exceptionnel</b>                          |                 | <b>387,0</b>    | <b>387,0</b>  | <b>-</b>      |
| <i>Dont FMI</i>  |                 | <b>135,6</b>    | <b>135,6</b>  | <b>-</b>      |
| <i>UE (Fonds de concours CAS-Covid)</i>                  |                 | <b>2,0</b>      | <b>2,0</b>    | <b>-</b>      |
| <i>AFD (Fonds de concours CAS-Covid)</i>                 |                 | <b>6,5</b>      | <b>6,5</b>    | <b>-</b>      |
| <i>BM (Fonds de concours CAS-Covid)</i>                  |                 | <b>22,0</b>     | <b>22,0</b>   | <b>-</b>      |
| <i>BAD</i>   |                 | <b>70,4</b>     | <b>70,4</b>   | <b>-</b>      |
| <i>BDEAC</i>   |                 | <b>20,0</b>     | <b>20,0</b>   | <b>-</b>      |
| <i>PME (*) (Fonds de concours CAS-Covid)</i>             |                 | <b>9,0</b>      | <b>9,0</b>    | <b>-</b>      |
| <i>Allègement dette extérieure</i>                       |                 | <b>118,0</b>    | <b>118,0</b>  | <b>-</b>      |
| <i>Autres financements (Fonds de concours CAS-Covid)</i> |                 | <b>3,5</b>      | <b>3,5</b>    | <b>-</b>      |
| <b>Dépenses totales et prêts nets</b>                    | <b>4 951,7</b>  | <b>4 707,0</b>  | <b>-244,7</b> | <b>-4,9</b>   |
| <b>Dépenses courantes</b>                                | <b>2 443,5</b>  | <b>2 241,0</b>  | <b>-202,5</b> | <b>-8,3</b>   |
| Dépenses de personnel                                    | 1 066,2         | 1 036,2         | -30,0         | -2,8          |
| Achats de biens et services                              | 780,0           | 677,0           | -103,0        | -13,2         |
| Transferts et subventions                                | 597,4           | 527,9           | -69,5         | -11,6         |
| <b>Dépenses de capital</b>                               | <b>1 496,3</b>  | <b>1 254,3</b>  | <b>-242,0</b> | <b>-242,0</b> |
| Dépenses s/financements extérieures,                     | 796,0           | 684,0           | -112,0        | -14,1         |
| Dépenses s/ressources propres                            | 654,4           | 542,2           | -112,2        | -17,1         |
| <i>Dont Reports</i>                                      |                 |                 | 0,0           | -             |
| Dépenses de Participation/restructuration                | 45,9            | 28,1            | -17,8         | -38,8         |
| <i>(En milliards de F.CFA)</i>                           | <b>LFI 2020</b> | <b>LFR 2020</b> | <b>Ecart</b>  | <b>V° (%)</b> |
| <b>Prêts nets</b>  |                 |                 |               |               |
| <b>Fonds de Financement COVID-19</b>                     |                 | <b>180,0</b>    | <b>180,0</b>  | <b>-</b>      |
| <i>Dont Fonds de concours</i>                            |                 | <b>43,0</b>     |               | <b>-</b>      |
| <b>Service de la Dette</b>                               | <b>1 011,9</b>  | <b>1 031,7</b>  | <b>19,8</b>   | <b>19,8</b>   |
| <b>Service de la dette extérieure</b>                    | <b>472,2</b>    | <b>492,0</b>    | <b>19,8</b>   | <b>4,2</b>    |
| Principal  | 302,2           | 339,6           | 37,4          | 12,4          |
| Intérêts   | 170,0           | 152,4           | -17,6         | -10,4         |

|  |              |              |            |            |
|--|--------------|--------------|------------|------------|
| <b>Service de la dette intérieure</b>                | <b>539,7</b> | <b>539,7</b> | <b>0,0</b> | <b>0,0</b> |
| Principal  | 345,8        | 345,8        | 0,0        | 0,0        |
| <i>Dont ECMR</i>                                     |              | 0,0          | 0,0        | 0,0        |
| <i>Correspondants</i>                                |              |              | 0,0        | 0,0        |
| Intérêts   | 49,9         | 49,9         | 0,0        | 0,0        |
| Crédits de TVA                                       | 72,0         | 72,0         | 0,0        | 0,0        |
| Reste à payer Trésor/Dette non structurée CAA        | 72,0         | 72,0         | 0,0        | 0,0        |
| <i>Dont Restes à payer et autres arriérés Trésor</i> | 52,0         | 52,0         | 0,0        | 0,0        |
| <i>Dette non structurée CAA</i>                      | 20,0         | 20,0         | 0,0        | 0,0        |
| <i>Dette fiscale compensée</i>                       |              | 0,0          | 0,0        | 0,0        |
| <i>Autres arriérés</i>                               |              | 0,0          | 0,0        | 0,0        |
|  |              |              |            |            |

Source : MINFI/DGB

## **ANNEXE 2 : Récapitulatif de l'exécution Les dépenses par programme (en milliards)**

| <b>Chapitres</b> | <b>Programmes</b> | <b>AE LF</b> | <b>CP LF</b> | <b>CP LFR</b> | <b>Mt AE</b> | <b>Mt CP</b> | <b>TAUX D'EXECUTION</b> |
|------------------|-------------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|-------------------------|
| 01-PRC           | 001               | 15,7         | 15,7         | 15,8          | 11,8         | 8,0          | 51,0                    |
|                  | 002               | 6,1          | 6,1          | 6,0           | 5,8          | 4,0          | 66,0                    |
|                  | 003               | 16,5         | 16,5         | 16,5          | 14,6         | 13,2         | 79,9                    |
| 02-SRPRC         | 016               | 0,6          | 0,6          | 0,6           | 0,5          | 0,3          | 60,2                    |
|                  | 018               | 4,8          | 4,7          | 4,7           | 2,8          | 1,7          | 36,5                    |
| 03-AN            | 032               | 3,2          | 3,2          | 3,2           | 3,2          | 3,2          | 100,0                   |
|                  | 033               | 17,5         | 17,5         | 17,5          | 17,5         | 17,5         | 100,0                   |
| 04-PM            | 046               | 1,8          | 1,8          | 1,8           | 1,5          | 1,3          | 71,1                    |
|                  | 047               | 14,0         | 13,6         | 13,6          | 8,3          | 5,7          | 42,2                    |
| 05-CES           | 061               | 1,4          | 1,4          | 1,4           | 1,3          | 1,3          | 91,4                    |
|                  | 062               | 0,2          | 0,2          | 0,2           | 0,2          | 0,2          | 100,0                   |
| 06-MINREX        | 076               | 14,1         | 14,1         | 14,1          | 2,0          | 2,0          | 14,0                    |
|                  | 077               | 2,5          | 2,5          | 2,5           | 0,3          | 0,2          | 9,8                     |
|                  | 078               | 4,0          | 4,0          | 4,0           | 1,8          | 1,8          | 45,5                    |
|                  | 079               | 7,4          | 7,4          | 7,4           | 2,6          | 2,1          | 28,6                    |
| 07-MINAT         | 092               | 13,2         | 12,1         | 12,2          | 4,5          | 4,4          | 36,3                    |
|                  | 093               | 5,9          | 5,9          | 5,9           | 0,7          | 0,7          | 11,8                    |
|                  | 094               | 3,6          | 3,6          | 3,6           | 1,7          | 1,6          | 46,2                    |
|                  | 095               | 7,2          | 7,2          | 7,4           | 4,6          | 4,2          | 57,1                    |
| 08-MINJUSTICE    | 107               | 9,3          | 9,3          | 9,3           | 3,4          | 2,8          | 30,6                    |
|                  | 108               | 29,0         | 28,8         | 28,8          | 6,2          | 5,0          | 17,4                    |

| Chapitres                  | Programmes | AE LF | CP LF | CP LFR | Mt AE | Mt CP | TAUX D'EXECUTION |
|----------------------------|------------|-------|-------|--------|-------|-------|------------------|
|                            | 109        | 20,0  | 19,4  | 19,4   | 4,6   | 4,5   | 23,4             |
| 09-COUR SUPREME            | 121        | 9,4   | 2,5   | 2,5    | 0,9   | 0,6   | 22,8             |
|                            | 122        | 1,0   | 1,0   | 1,0    | 0,8   | 0,7   | 68,8             |
|                            | 123        | 0,5   | 0,5   | 0,5    | 0,3   | 0,3   | 63,1             |
| 10-MINMAP                  | 715        | 3,0   | 3,0   | 3,0    | 0,7   | 0,6   | 20,1             |
|                            | 716        | 2,5   | 2,5   | 2,5    | 1,5   | 1,4   | 56,3             |
|                            | 717        | 6,6   | 6,5   | 6,5    | 2,9   | 2,3   | 35,6             |
|                            | 718        | 2,2   | 2,2   | 2,2    | 0,4   | 0,2   | 9,6              |
| 11-CONTROLE SUPERIEUR ETAT | 136        | 0,6   | 0,6   | 0,6    | 0,2   | 0,2   | 33,1             |
|                            | 137        | 1,4   | 1,4   | 1,4    | 0,9   | 0,8   | 54,7             |
|                            | 138        | 1,9   | 1,9   | 1,9    | 1,0   | 0,8   | 45,2             |
| 12-DGSN                    | 151        | 21,9  | 21,4  | 21,4   | 0,1   | 0,0   | 0,0              |
|                            | 152        | 66,3  | 66,2  | 66,2   | 26,9  | 26,1  | 39,4             |
|                            | 154        | 2,3   | 2,3   | 2,3    | 0,0   | 0,0   | 0,2              |
|                            | 155        | 5,8   | 5,8   | 5,8    | 0,0   | 0,0   | 0,4              |
| 13-MINDEF                  | 166        | 120,8 | 119,0 | 119,1  | 65,4  | 63,3  | 53,1             |
|                            | 168        | 41,3  | 40,7  | 40,8   | 25,9  | 21,8  | 53,5             |
|                            | 169        | 9,1   | 9,1   | 9,1    | 0,2   | 0,0   | 0,4              |
|                            | 170        | 59,0  | 57,5  | 57,8   | 3,9   | 1,2   | 2,0              |
| 14-MINAC                   | 181        | 0,8   | 0,8   | 0,8    | 0,3   | 0,3   | 44,2             |
|                            | 182        | 1,2   | 1,2   | 1,3    | 0,1   | 0,1   | 8,0              |
|                            | 183        | 1,9   | 1,9   | 1,9    | 0,6   | 0,5   | 26,2             |
| 15-MINEDUB                 | 196        | 14,4  | 14,4  | 14,0   | 0,0   | 0,0   | 0,1              |

| Chapitres      | Programmes | AE LF | CP LF | CP LFR | Mt AE | Mt CP | TAUX D'EXECUTION |
|----------------|------------|-------|-------|--------|-------|-------|------------------|
|                | 197        | 179,6 | 179,6 | 178,0  | 54,6  | 54,2  | 30,5             |
|                | 198        | 29,8  | 29,8  | 34,3   | 5,2   | 3,4   | 9,9              |
|                | 199        | 2,2   | 2,2   | 2,2    | 0,2   | 0,2   | 7,4              |
| 16-MINSEP      | 211        | 5,2   | 5,2   | 5,2    | 3,2   | 2,9   | 56,0             |
|                | 212        | 54,9  | 51,3  | 51,3   | 6,2   | 6,2   | 12,1             |
|                | 213        | 5,5   | 5,5   | 5,5    | 2,8   | 2,4   | 42,9             |
| 17-MINCOM      | 227        | 1,0   | 1,0   | 1,0    | 0,4   | 0,4   | 37,1             |
|                | 228        | 2,2   | 2,2   | 2,2    | 0,8   | 0,5   | 24,4             |
| 18-MINESUP     | 241        | 5,4   | 5,4   | 5,4    | 0,0   | 0,0   | 0,4              |
|                | 242        | 7,0   | 7,0   | 7,0    | 0,3   | 0,1   | 1,3              |
|                | 243        | 11,5  | 11,5  | 11,6   | 6,3   | 6,3   | 54,6             |
|                | 244        | 33,1  | 33,1  | 33,1   | 15,7  | 14,9  | 44,9             |
| 19-MINRESI     | 259        | 6,7   | 6,7   | 6,7    | 2,7   | 2,2   | 33,7             |
|                | 260        | 0,9   | 0,9   | 0,9    | 0,0   | 0,0   | 3,5              |
| 20-MINFI       | 271        | 15,7  | 15,7  | 15,7   | 6,8   | 6,0   | 38,5             |
|                | 272        | 14,1  | 13,9  | 13,9   | 6,6   | 6,3   | 45,3             |
|                | 274        | 9,0   | 9,0   | 9,0    | 3,1   | 2,6   | 28,8             |
|                | 275        | 12,9  | 12,9  | 13,3   | 5,1   | 4,4   | 33,2             |
| 21-MINCOMMERCE | 286        | 0,4   | 0,4   | 0,4    | 0,1   | 0,0   | 10,9             |
|                | 287        | 3,2   | 3,2   | 3,2    | 0,7   | 0,6   | 19,5             |
|                | 288        | 3,2   | 3,2   | 3,2    | 1,2   | 1,0   | 32,1             |
| 22-MINEPAT     | 301        | 4,7   | 4,7   | 4,7    | 1,7   | 1,1   | 22,6             |
|                | 302        | 6,1   | 6,1   | 7,4    | 1,8   | 1,5   | 20,3             |

| Chapitres   | Programmes | AE LF | CP LF | CP LFR | Mt AE | Mt CP | TAUX D'EXECUTION |
|-------------|------------|-------|-------|--------|-------|-------|------------------|
|             | 303        | 2,3   | 2,3   | 2,3    | 0,8   | 0,8   | 36,0             |
|             | 304        | 38,1  | 38,1  | 38,2   | 11,0  | 11,0  | 28,8             |
| 23-MINTOURL | 317        | 6,3   | 6,3   | 6,7    | 4,2   | 4,2   | 63,3             |
|             | 318        | 1,1   | 1,1   | 0,9    | 0,3   | 0,3   | 26,7             |
|             | 320        | 1,8   | 1,7   | 1,5    | 0,8   | 0,7   | 48,7             |
| 25-MINESEC  | 331        | 85,3  | 85,3  | 83,5   | 0,7   | 0,2   | 0,3              |
|             | 332        | 213,8 | 213,8 | 213,4  | 122,3 | 118,9 | 55,7             |
|             | 333        | 62,0  | 62,0  | 61,9   | 0,4   | 0,2   | 0,3              |
|             | 334        | 31,2  | 31,2  | 33,8   | 5,0   | 3,6   | 10,8             |
| 26-MINJEC   | 346        | 6,8   | 6,8   | 6,6    | 2,4   | 2,0   | 30,7             |
|             | 347        | 12,6  | 12,6  | 12,5   | 2,5   | 2,2   | 17,6             |
|             | 348        | 3,3   | 3,3   | 3,6    | 1,5   | 1,1   | 29,9             |
| 27-MINDDEL  | 350        | 1,4   | 1,4   | 1,4    | 0,7   | 0,6   | 40,6             |
|             | 351        | 37,5  | 37,5  | 37,5   | 0,1   | 0,0   | 0,1              |
|             | 352        | 3,7   | 3,7   | 3,7    | 0,0   | 0,0   | 0,6              |
| 28-MINEP    | 361        | 2,8   | 2,8   | 2,9    | 0,1   | 0,1   | 4,0              |
|             | 362        | 0,9   | 0,9   | 1,0    | 0,1   | 0,1   | 9,0              |
|             | 363        | 0,9   | 0,9   | 1,0    | 0,3   | 0,3   | 29,2             |
|             | 364        | 1,4   | 1,4   | 1,4    | 0,9   | 0,7   | 49,6             |
| 29-MINIMIDT | 376        | 3,4   | 3,4   | 3,4    | 0,3   | 0,2   | 5,4              |
|             | 377        | 1,5   | 1,5   | 1,5    | 0,5   | 0,4   | 27,4             |
|             | 378        | 0,6   | 0,6   | 0,6    | 0,0   | 0,0   | 0,0              |
|             | 379        | 2,7   | 2,7   | 2,7    | 1,1   | 0,8   | 29,7             |

| Chapitres  | Programmes | AE LF | CP LF | CP LFR | Mt AE | Mt CP | TAUX D'EXECUTION |
|------------|------------|-------|-------|--------|-------|-------|------------------|
| 30-MINADER | 391        | 21,3  | 20,3  | 20,4   | 12,9  | 12,6  | 61,7             |
|            | 392        | 19,1  | 19,1  | 19,3   | 5,3   | 4,9   | 25,6             |
|            | 393        | 32,9  | 32,9  | 32,9   | 2,4   | 2,4   | 7,2              |
|            | 394        | 0,3   | 0,3   | 0,3    | 0,0   | 0,0   | 0,0              |
| 31-MINEPIA | 406        | 13,7  | 13,7  | 13,8   | 2,0   | 1,9   | 14,2             |
|            | 407        | 5,7   | 5,7   | 5,7    | 1,4   | 1,4   | 23,8             |
|            | 408        | 2,8   | 2,8   | 2,8    | 0,0   | 0,0   | 0,4              |
|            | 409        | 6,9   | 6,9   | 6,9    | 4,6   | 4,4   | 63,7             |
| 32-MINEE   | 421        | 115,5 | 115,5 | 115,6  | 3,7   | 3,7   | 3,2              |
|            | 422        | 24,6  | 23,9  | 24,0   | 0,5   | 0,5   | 2,0              |
|            | 423        | 74,9  | 74,6  | 74,7   | 1,6   | 1,6   | 2,1              |
|            | 424        | 8,9   | 8,9   | 8,9    | 1,3   | 1,2   | 13,4             |
| 33-MINFOF  | 960        | 2,5   | 2,5   | 2,5    | 0,5   | 0,3   | 12,7             |
|            | 961        | 14,5  | 4,4   | 4,4    | 0,0   | 0,0   | 0,3              |
|            | 962        | 3,6   | 3,6   | 3,6    | 1,1   | 1,1   | 30,8             |
|            | 963        | 9,1   | 3,9   | 3,9    | 1,1   | 1,1   | 28,1             |
| 35-MINEFOP | 452        | 2,6   | 2,6   | 2,5    | 0,8   | 0,7   | 27,7             |
|            | 453        | 11,4  | 11,4  | 11,3   | 3,6   | 3,5   | 31,0             |
|            | 454        | 5,6   | 5,0   | 5,2    | 1,5   | 1,1   | 21,0             |
| 36-MINTP   | 467        | 265,7 | 263,0 | 263,9  | 68,7  | 62,3  | 23,6             |
|            | 468        | 127,4 | 122,8 | 122,8  | 3,8   | 3,5   | 2,9              |
|            | 469        | 4,3   | 3,0   | 3,0    | 1,6   | 1,4   | 47,5             |
|            | 470        | 9,0   | 9,0   | 10,0   | 4,4   | 3,1   | 30,9             |

| Chapitres    | Programmes | AE LF | CP LF | CP LFR | Mt AE | Mt CP | TAUX D'EXECUTION |
|--------------|------------|-------|-------|--------|-------|-------|------------------|
| 37-MINDCAF   | 481        | 2,3   | 2,3   | 1,5    | 0,1   | 0,0   | 0,0              |
|              | 482        | 7,3   | 7,3   | 6,5    | 2,7   | 2,5   | 38,5             |
|              | 483        | 1,9   | 1,9   | 4,1    | 0,6   | 0,6   | 14,0             |
|              | 484        | 3,1   | 3,1   | 2,6    | 1,4   | 1,3   | 50,4             |
| 38-MINHDU    | 496        | 32,0  | 31,8  | 31,8   | 2,6   | 2,6   | 8,3              |
|              | 497        | 19,1  | 18,8  | 18,8   | 0,2   | 0,1   | 0,6              |
|              | 498        | 60,7  | 55,3  | 55,5   | 39,5  | 35,3  | 63,5             |
|              | 499        | 6,3   | 6,2   | 6,2    | 1,8   | 1,3   | 20,9             |
| 39-MINPMEESA | 511        | 3,6   | 3,6   | 3,6    | 2,3   | 2,3   | 62,6             |
|              | 513        | 3,6   | 3,6   | 3,6    | 1,2   | 0,8   | 21,4             |
|              | 514        | 1,6   | 1,6   | 1,6    | 1,2   | 0,9   | 58,2             |
| 40-MINSANTE  | 527        | 37,5  | 37,5  | 37,2   | 14,1  | 13,9  | 37,3             |
|              | 528        | 11,0  | 11,0  | 10,9   | 0,4   | 0,2   | 1,8              |
|              | 530        | 40,8  | 40,4  | 42,1   | 11,0  | 7,1   | 16,8             |
|              | 531        | 100,7 | 99,9  | 99,7   | 13,8  | 12,6  | 12,6             |
| 41-MINTSS    | 541        | 0,4   | 0,4   | 0,4    | 0,1   | 0,0   | 9,2              |
|              | 542        | 1,9   | 1,9   | 1,9    | 0,4   | 0,3   | 15,0             |
|              | 543        | 2,9   | 2,9   | 2,9    | 1,1   | 0,8   | 26,3             |
| 42-MINAS     | 557        | 3,0   | 3,0   | 2,8    | 0,6   | 0,6   | 19,9             |
|              | 559        | 3,1   | 3,1   | 2,9    | 0,2   | 0,1   | 5,0              |
|              | 570        | 3,7   | 3,7   | 4,1    | 1,6   | 1,2   | 28,5             |
| 43-MINPROFF  | 573        | 1,2   | 1,2   | 1,1    | 0,5   | 0,4   | 36,2             |
|              | 574        | 2,3   | 2,3   | 2,0    | 0,7   | 0,5   | 24,2             |

| Chapitres                    | Programmes | AE LF | CP LF | CP LFR | Mt AE | Mt CP | TAUX D'EXECUTION |
|------------------------------|------------|-------|-------|--------|-------|-------|------------------|
|                              | 575        | 3,8   | 3,8   | 4,3    | 0,7   | 0,6   | 14,5             |
| 45-MINPOSTEL                 | 586        | 1,6   | 1,6   | 1,6    | 0,5   | 0,5   | 32,0             |
|                              | 587        | 20,8  | 20,8  | 20,8   | 0,3   | 0,3   | 1,5              |
|                              | 588        | 2,6   | 2,6   | 2,6    | 1,0   | 0,8   | 32,5             |
| 46-MINT                      | 602        | 1,4   | 1,4   | 1,4    | 0,3   | 0,3   | 22,3             |
|                              | 603        | 1,9   | 1,9   | 1,9    | 0,6   | 0,4   | 18,3             |
|                              | 604        | 0,9   | 0,9   | 0,9    | 0,0   | 0,0   | 0,7              |
|                              | 607        | 6,5   | 6,5   | 6,5    | 0,3   | 0,3   | 4,8              |
| 48-CNDDR                     | 756        | 0,6   | 0,6   | 0,6    | 0,2   | 0,0   | 0,5              |
|                              | 757        | 1,6   | 1,6   | 1,6    | 0,0   | 0,0   | 0,0              |
|                              | 758        | 1,8   | 1,8   | 1,8    | 0,1   | 0,0   | 0,9              |
| 49-CONSEIL CONSTITUTIONNEL   | 720        | 3,1   | 3,1   | 3,1    | 2,4   | 2,4   | 76,3             |
| 50-MINFOPRA                  | 616        | 6,6   | 1,5   | 1,5    | 0,3   | 0,2   | 12,5             |
|                              | 617        | 0,3   | 0,3   | 0,3    | 0,2   | 0,2   | 51,4             |
|                              | 618        | 7,8   | 7,5   | 7,5    | 2,9   | 2,2   | 29,3             |
| 51-ELECAM                    | 631        | 11,5  | 10,7  | 10,7   | 4,3   | 4,2   | 39,6             |
| 52-COM. NAT. DROIT HOM & LIB | 646        | 0,7   | 0,7   | 0,7    | 0,4   | 0,4   | 56,6             |
| 53-SENAT                     | 718        | 15,2  | 15,2  | 15,2   | 15,2  | 15,2  | 100,0            |
| 54-CNPBM                     | 731        | 0,2   | 0,2   | 2,2    | 2,2   | 2,2   | 98,5             |
|                              | 732        | 0,2   | 0,2   | 0,0    | 0,0   | 0,0   | 0,0              |
|                              | 735        | 2,6   | 2,6   | 0,7    | 0,5   | 0,5   | 76,1             |
| 55-PENSIONS                  | 661        | 222,7 | 222,7 | 222,7  | 76,0  | 76,0  | 34,1             |

| Chapitres                    | Programmes | AE LF          | CP LF          | CP LFR         | Mt AE          | Mt CP          | TAUX D'EXECUTION |
|------------------------------|------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| 56-DETTE PUBLIQUE D'INVESTIS | 667        | 374,0          | 374,0          | 374,0          | 216,5          | 158,2          | 42,3             |
| 57-DETTE PUBLIQUE INTERIEURE | 673        | 539,7          | 539,7          | 539,7          | 136,6          | 97,2           | 18,0             |
| 60-SUBV ET CONT              | 679        | 197,7          | 197,7          | 197,7          | 162,0          | 157,6          | 79,7             |
| 65-DEPENSES COMMUNES         | 685        | 272,8          | 272,8          | 268,0          | 215,6          | 186,0          | 69,4             |
| 92-PARTICIPATIONS            | 697        | 19,3           | 19,3           | 19,3           | 15,8           | 15,8           | 81,9             |
| 93-REHABILIT./RESTRUCTURAT.  | 703        | 8,8            | 8,8            | 8,8            | 2,2            | 2,0            | 22,4             |
| 94-INTERVENTIONS EN INVESTIS | 709        | 92,2           | 92,2           | 92,2           | 64,1           | 46,3           | 50,3             |
| 95-REPORT                    | 715        | 8,0            | 8,0            | 2,7            | 0,0            | 0,0            | 0,0              |
| <b>TOTAL</b>                 |            | <b>4 466,8</b> | <b>4 409,0</b> | <b>4 409,0</b> | <b>1 656,9</b> | <b>1 441,1</b> | <b>32,7</b>      |

Source:MINFI/DGB

### ANNEXE 3 : Les dépenses selon la classification administrative (en milliards)

| ADMINISTRATIONS               | CP<br>Fonctionnement<br>Modifié (a) | CP<br>Investissement<br>Modifié (b) | Fonctionnement |          |         |         | Investissement |          |         |         | Total |      |
|-------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|----------------|----------|---------|---------|----------------|----------|---------|---------|-------|------|
|                               |                                     |                                     | Eng. (c)       | Ord. (d) | (c)/(a) | (d)/(a) | Eng. (c)       | Ord. (d) | (c)/(b) | (d)/(b) | Eng.  | Ord. |
| 01-PRC                        | 32,3                                | 6,0                                 | 26,1           | 21,5     | 80,9%   | 66,5%   | 6,0            | 5,2      | 99,6%   | 86,2%   | 32,1  | 26,7 |
| 02-SRPRC                      | 4,4                                 | 0,9                                 | 3,0            | 2,0      | 67,5%   | 46,1%   | 0,4            | 0,3      | 40,7%   | 38,9%   | 3,3   | 2,4  |
| 03-AN                         | 17,5                                | 3,2                                 | 17,5           | 17,5     | 99,9%   | 99,9%   | 3,2            | 3,2      | 100,6%  | 100,6%  | 20,7  | 20,7 |
| 04-PM                         | 11,1                                | 4,3                                 | 8,9            | 7,5      | 80,1%   | 67,5%   | 0,9            | 0,5      | 21,9%   | 11,0%   | 9,8   | 8,0  |
| 05-CES                        | 1,1                                 | 0,5                                 | 1,0            | 1,0      | 89,0%   | 89,0%   | 0,5            | 0,5      | 101,8%  | 101,8%  | 1,5   | 1,5  |
| 06-MINREX                     | 25,7                                | 2,2                                 | 6,4            | 5,9      | 25,1%   | 23,1%   | 0,3            | 0,2      | 14,1%   | 9,2%    | 6,8   | 6,2  |
| 07-MINAT                      | 27,1                                | 1,9                                 | 11,4           | 11,0     | 41,9%   | 40,6%   | 0,1            | 0,0      | 4,7%    | 0,0%    | 11,4  | 11,0 |
| 08-MINJUSTICE                 | 53,1                                | 4,4                                 | 11,9           | 11,8     | 22,3%   | 22,1%   | 2,3            | 0,7      | 53,3%   | 17,0%   | 14,2  | 12,5 |
| 09-COUR SUPREME               | 2,9                                 | 1,1                                 | 2,0            | 1,5      | 69,5%   | 53,3%   | 0,0            | 0,0      | 0,0%    | 0,0%    | 2,0   | 1,5  |
| 10-MINMAP                     | 13,2                                | 1,1                                 | 5,5            | 4,7      | 41,5%   | 35,5%   | 0,1            | 0,0      | 5,8%    | 0,0%    | 5,5   | 4,7  |
| 11-CONTROLE SUPERIEUR<br>ETAT | 3,5                                 | 0,4                                 | 2,0            | 1,8      | 57,0%   | 52,6%   | 0,0            | 0,0      | 0,0%    | 0,0%    | 2,0   | 1,8  |
| 12-DGSN                       | 79,6                                | 16,1                                | 26,8           | 26,4     | 33,6%   | 33,2%   | 0,4            | 0,1      | 2,2%    | 0,3%    | 27,1  | 26,5 |
| 13-MINDEF                     | 222,6                               | 4,2                                 | 90,5           | 87,0     | 40,7%   | 39,1%   | 4,8            | 0,7      | 115,6%  | 17,1%   | 95,3  | 87,7 |
| 14-MINAC                      | 3,1                                 | 0,8                                 | 1,1            | 1,0      | 35,1%   | 30,9%   | 0,0            | 0,0      | 0,0%    | 0,0%    | 1,1   | 1,0  |
| 15-MINEDUB                    | 198,6                               | 30,0                                | 59,7           | 58,1     | 30,1%   | 29,3%   | 0,3            | 0,3      | 1,0%    | 0,9%    | 60,0  | 58,4 |
| 16-MINSEP                     | 13,7                                | 48,4                                | 5,8            | 5,4      | 42,6%   | 39,7%   | 6,5            | 6,2      | 13,3%   | 12,8%   | 12,3  | 11,6 |
| 17-MINCOM                     | 2,5                                 | 0,7                                 | 1,1            | 1,0      | 44,2%   | 39,3%   | 0,1            | 0,0      | 14,2%   | 0,0%    | 1,2   | 1,0  |
| 18-MINESUP                    | 48,6                                | 8,6                                 | 22,1           | 21,1     | 45,4%   | 43,5%   | 0,3            | 0,3      | 3,3%    | 3,1%    | 22,4  | 21,4 |
| 19-MINRESI                    | 6,5                                 | 1,1                                 | 2,6            | 2,3      | 40,1%   | 36,0%   | 0,2            | 0,0      | 14,9%   | 3,5%    | 2,8   | 2,4  |
| 20-MINFI                      | 48,8                                | 3,1                                 | 20,1           | 18,3     | 41,2%   | 37,5%   | 1,4            | 1,4      | 44,7%   | 44,4%   | 21,5  | 19,6 |
| 21-MINCOMMERCE                | 5,7                                 | 1,1                                 | 1,9            | 1,7      | 34,0%   | 29,8%   | 0,0            | 0,0      | 4,5%    | 0,0%    | 2,0   | 1,7  |

| ADMINISTRATIONS | CP<br>Fonctionnement<br>Modifié (a) | CP<br>Investissement<br>Modifié (b) | Fonctionnement |          |         |         | Investissement |          |         |         | Total |       |
|-----------------|-------------------------------------|-------------------------------------|----------------|----------|---------|---------|----------------|----------|---------|---------|-------|-------|
|                 |                                     |                                     | Eng. (c)       | Ord. (d) | (c)/(a) | (d)/(a) | Eng. (c)       | Ord. (d) | (c)/(b) | (d)/(b) | Eng.  | Ord.  |
| 22-MINEPAT      | 13,0                                | 39,6                                | 5,1            | 4,4      | 39,2%   | 34,1%   | 10,2           | 10,1     | 25,7%   | 25,5%   | 15,3  | 14,5  |
| 23-MINTOURL     | 3,1                                 | 6,0                                 | 1,1            | 1,0      | 36,8%   | 33,3%   | 4,2            | 4,2      | 70,1%   | 70,1%   | 5,3   | 5,2   |
| 25-MINESEC      | 377,7                               | 14,9                                | 127,6          | 123,3    | 33,8%   | 32,6%   | 0,8            | 0,0      | 5,2%    | 0,2%    | 128,4 | 123,3 |
| 26-MINJEC       | 13,2                                | 9,5                                 | 5,5            | 5,2      | 41,9%   | 39,3%   | 0,9            | 0,3      | 9,7%    | 2,8%    | 6,5   | 5,5   |
| 27-MINDDEL      | 3,5                                 | 39,0                                | 0,7            | 0,7      | 21,0%   | 19,1%   | 0,1            | 0,0      | 0,2%    | 0,0%    | 0,8   | 0,7   |
| 28-MINEP        | 3,3                                 | 3,0                                 | 1,2            | 1,1      | 37,8%   | 32,3%   | 0,2            | 0,2      | 5,9%    | 5,9%    | 1,4   | 1,2   |
| 29-MINIMIDT     | 4,8                                 | 3,4                                 | 1,7            | 1,4      | 36,2%   | 29,3%   | 0,2            | 0,0      | 6,3%    | 1,4%    | 2,0   | 1,5   |
| 30-MINADER      | 58,2                                | 14,8                                | 16,8           | 16,5     | 28,8%   | 28,3%   | 3,8            | 3,6      | 25,7%   | 24,2%   | 20,6  | 20,1  |
| 31-MINEPIA      | 20,7                                | 8,5                                 | 5,2            | 5,1      | 25,3%   | 24,7%   | 2,8            | 2,7      | 32,5%   | 31,4%   | 8,0   | 7,8   |
| 32-MINEE        | 4,5                                 | 218,7                               | 1,3            | 1,2      | 29,2%   | 27,1%   | 5,8            | 5,9      | 2,7%    | 2,7%    | 7,1   | 7,1   |
| 33-MINFOF       | 9,6                                 | 4,8                                 | 2,7            | 2,6      | 27,9%   | 26,7%   | 0,0            | 0,0      | 0,3%    | 0,3%    | 2,7   | 2,6   |
| 35-MINEFOP      | 12,7                                | 6,4                                 | 5,1            | 4,8      | 40,0%   | 38,1%   | 0,7            | 0,7      | 11,5%   | 11,5%   | 5,8   | 5,6   |
| 36-MINTP        | 40,5                                | 359,1                               | 4,3            | 3,6      | 10,6%   | 9,0%    | 74,1           | 73,5     | 20,6%   | 20,5%   | 78,4  | 77,1  |
| 37-MINDCAF      | 12,8                                | 2,0                                 | 4,9            | 4,7      | 38,1%   | 36,5%   | 0,0            | 0,0      | 0,0%    | 0,0%    | 4,9   | 4,7   |
| 38-MINHDU       | 9,4                                 | 102,9                               | 1,9            | 1,5      | 20,2%   | 16,4%   | 42,2           | 37,9     | 41,0%   | 36,8%   | 44,1  | 39,4  |
| 39-MINPMEESA    | 5,3                                 | 3,5                                 | 2,9            | 2,8      | 55,5%   | 53,0%   | 1,7            | 1,2      | 49,6%   | 34,6%   | 4,7   | 4,0   |
| 40-MINSANTE     | 108,1                               | 81,8                                | 26,9           | 22,5     | 24,9%   | 20,8%   | 12,5           | 12,0     | 15,2%   | 14,6%   | 39,4  | 34,4  |
| 41-MINTSS       | 4,7                                 | 0,4                                 | 1,6            | 1,2      | 33,5%   | 24,6%   | 0,0            | 0,0      | 0,0%    | 0,0%    | 1,6   | 1,2   |
| 42-MINAS        | 7,2                                 | 2,6                                 | 2,3            | 1,8      | 31,6%   | 25,2%   | 0,1            | 0,3      | 5,5%    | 10,7%   | 2,4   | 2,1   |
| 43-MINPROFF     | 6,3                                 | 1,2                                 | 1,8            | 1,5      | 28,2%   | 24,2%   | 0,1            | 0,0      | 8,6%    | 2,0%    | 1,9   | 1,5   |
| 45-MINPOSTEL    | 4,7                                 | 20,2                                | 1,5            | 1,4      | 32,5%   | 29,8%   | 0,3            | 0,3      | 1,3%    | 1,3%    | 1,8   | 1,7   |
| 46-MINT         | 3,9                                 | 6,8                                 | 1,2            | 1,0      | 31,1%   | 26,8%   | 0,0            | 0,0      | 0,0%    | 0,0%    | 1,2   | 1,0   |
| 48-CNDDR        | 2,0                                 | 2,0                                 | 0,3            | 0,0      | 14,5%   | 1,0%    | 0,0            | 0,0      | 0,0%    | 0,0%    | 0,3   | 0,0   |

| ADMINISTRATIONS                 | CP<br>Fonctionnement<br>Modifié (a) | CP<br>Investissement<br>Modifié (b) | Fonctionnement |                |              |              | Investissement |              |              |              | Total          |                |
|---------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|----------------|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
|                                 |                                     |                                     | Eng. (c)       | Ord. (d)       | (c)/(a)      | (d)/(a)      | Eng. (c)       | Ord. (d)     | (c)/(b)      | (d)/(b)      | Eng.           | Ord.           |
| 49-CONSEIL<br>CONSTITUTIONNEL   | 2,7                                 | 0,4                                 | 2,4            | 2,4            | 87,7%        | 87,7%        | 0,0            | 0,0          | 0,0%         | 0,0%         | 2,4            | 2,4            |
| 50-MINFOPRA                     | 7,9                                 | 1,4                                 | 2,8            | 2,6            | 35,5%        | 32,8%        | 0,6            | 0,0          | 40,1%        | 0,0%         | 3,4            | 2,6            |
| 51-ELECAM                       | 10,1                                | 0,6                                 | 3,7            | 3,7            | 36,7%        | 36,7%        | 0,6            | 0,6          | 98,6%        | 98,6%        | 4,3            | 4,3            |
| 52-COM. NAT. DROIT HOM &<br>LIB | 0,6                                 | 0,1                                 | 0,4            | 0,4            | 66,3%        | 66,3%        | 0,0            | 0,0          | 0,0%         | 0,0%         | 0,4            | 0,4            |
| 53-SENAT                        | 12,0                                | 3,2                                 | 12,0           | 12,0           | 99,7%        | 99,7%        | 3,2            | 3,2          | 101,2%       | 101,2%       | 15,2           | 15,2           |
| 54-CNPBM                        | 2,4                                 | 0,5                                 | 2,2            | 2,2            | 89,7%        | 89,7%        | 0,5            | 0,5          | 103,8%       | 103,8%       | 2,7            | 2,7            |
| 55-PENSIONS                     | 222,7                               | 0,0                                 | 76,0           | 76,0           | 34,1%        | 34,1%        | 0,0            | 0,0          | -            | -            | 76,0           | 76,0           |
| 56-DETTE PUBLIQUE<br>D'INVESTIS | 374,0                               | 0,0                                 | 216,5          | 216,5          | 57,9%        | 57,9%        | 0,0            | 0,0          | -            | -            | 216,5          | 216,5          |
| 57-DETTE PUBLIQUE<br>INTERIEURE | 539,7                               | 0,0                                 | 136,6          | 136,1          | 25,3%        | 25,2%        | 0,0            | 0,0          | -            | -            | 136,6          | 136,1          |
| 60-SUBV ET CONT                 | 197,7                               | 0,0                                 | 161,9          | 161,5          | 81,9%        | 81,7%        | 0,1            | 0,0          | -            | -            | 162,0          | 161,5          |
| 65-DEPENSES COMMUNES            | 268,0                               | 0,0                                 | 208,9          | 191,2          | 77,9%        | 71,3%        | 6,1            | 6,1          | -            | -            | 215,0          | 197,2          |
| 92-PARTICIPATIONS               | 0,0                                 | 19,3                                | 0,0            | 0,0            | -            | -            | 15,8           | 15,8         | 81,9%        | 81,9%        | 15,8           | 15,8           |
| 93-<br>REHABILIT./RESTRUCTURAT. | 0,0                                 | 8,8                                 | 0,0            | 0,0            | -            | -            | 2,2            | 2,0          | 24,8%        | 22,4%        | 2,2            | 2,0            |
| 94-INTERVENTIONS EN<br>INVESTIS | 0,0                                 | 92,2                                | 0,0            | 0,0            | -            | -            | 64,1           | 47,2         | 69,5%        | 51,2%        | 64,1           | 47,2           |
| 95-REPORT                       | 0,0                                 | 2,7                                 | 0,0            | 0,0            | -            | -            | 0,0            | 0,0          | 0,0%         | 0,0%         | 0,0            | 0,0            |
| <b>Total</b>                    | <b>3 188,6</b>                      | <b>1 220,4</b>                      | <b>1 374,3</b> | <b>1 322,5</b> | <b>43,1%</b> | <b>41,5%</b> | <b>281,7</b>   | <b>247,8</b> | <b>23,1%</b> | <b>20,3%</b> | <b>1 656,0</b> | <b>1 570,2</b> |

Sources :MINFI/DGB

### **ANNEXE 3 : Les dépenses selon les secteurs (en milliards)**

| SECTEUR                                   | AE LF          | CP LF          | ENG            | Ordo           | Taux d'eng  | Taux d'ordo |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|-------------|
| ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCIERE     | 548,7          | 542,0          | 393,4          | 338,1          | 72,6        | 62,4        |
| AFFAIRES SOCIALES                         | 29,2           | 29,2           | 12,7           | 10,8           | 43,3        | 37,0        |
| COMMUNICATION, CULTURE, LOISIRS ET SPORTS | 136,2          | 132,6          | 54,7           | 51,9           | 41,3        | 39,2        |
| DEFENSE ET SECURITE                       | 384,6          | 379,5          | 142,3          | 119,6          | 37,5        | 31,5        |
| ENSEIGNEMENT, FORMATION ET RECHERCHE      | 744,0          | 743,4          | 252,0          | 238,9          | 33,9        | 32,1        |
| INFRASTRUCTURES                           | 800,3          | 784,5          | 159,8          | 102,3          | 20,4        | 13,0        |
| PRODUCTION ET COMMERCE                    | 252,4          | 235,9          | 117,0          | 113,2          | 49,6        | 48,0        |
| SANTE                                     | 207,5          | 206,3          | 49,9           | 44,1           | 24,2        | 21,4        |
| SOVERAINETE                               | 194,5          | 186,9          | 143,0          | 96,2           | 76,5        | 51,4        |
| DEPENSES NON REPARTIES PAR FONCTIONS      | 1 169,5        | 1 168,7        | 439,9          | 438,2          | 37,6        | 37,5        |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>4 466,8</b> | <b>4 409,0</b> | <b>1 764,6</b> | <b>1 553,3</b> | <b>40,0</b> | <b>35,2</b> |

Sources : MINFI/DGB

### **ANNEXE 4 : Les dépenses selon la région (en milliards)**

| REGION       | CP LF        | CP REVISE    | ENG         | ORDO        | Taux Eng    | Taux Ordo  |
|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| ADAMAOUA     | 11,7         | 11,9         | 1,8         | 1,1         | 15,1        | 9,1        |
| CENTRE       | 33,2         | 33,9         | 4,8         | 3,7         | 14,2        | 11,0       |
| EST          | 14,0         | 14,4         | 1,2         | 0,9         | 8,0         | 6,1        |
| EXTREME-NORD | 22,2         | 23,1         | 2,2         | 1,9         | 9,5         | 8,1        |
| LITTORAL     | 14,6         | 15,5         | 1,6         | 1,6         | 10,6        | 10,1       |
| NORD         | 13,5         | 13,6         | 1,7         | 0,4         | 12,6        | 3,3        |
| NORD-OUEST   | 14,5         | 14,6         | 2,0         | 1,1         | 13,5        | 7,7        |
| OUEST        | 19,1         | 19,7         | 1,2         | 1,0         | 6,1         | 5,0        |
| SUD          | 13,9         | 15,0         | 1,0         | 0,8         | 7,0         | 5,6        |
| SUD-OUEST    | 13,0         | 15,0         | 1,5         | 0,8         | 10,1        | 5,1        |
| <b>TOTAL</b> | <b>169,7</b> | <b>176,7</b> | <b>19,0</b> | <b>13,3</b> | <b>10,8</b> | <b>7,5</b> |

Sources : MINFI/DGB

# TABLE DE MATIERES

|  |     |
|--|-----|
| SOMMAIRE.....  | ii  |
| LISTE DES TABLEAUX .....                                   | iii |
| LISTE DES GRAPHIQUES .....                                 | iii |
| LISTE DES ENCADRES .....                                   | iii |
| AVANT-PROPOS.....  | iv  |
| RESUME EXECUTIF .....                                      | v   |
| INTRODUCTION.....  | 1   |
| PREMIERE PARTIE : EXECUTION DES RESSOURCES .....           | 3   |
| 1.1. Les recettes internes.....                            | 3   |
| 1.1.1. Les recettes pétrolières .....                      | 4   |
| 1.1.2. Les recettes non pétrolières .....                  | 5   |
| 1.1.2.1. Les recettes fiscales.....                        | 5   |
| 1.1.2.2. Les recettes non fiscales.....                    | 8   |
| 1.2. Emprunts et dons .....                                | 9   |
| 1.1.....   | 10  |
| 1.2.1. Emprunts.....                                       | 10  |
| 1.2.1.1. Prêts .....                                       | 10  |
| 1.2.1.2. Emprunts bancaires .....                          | 10  |
| 1.2.1.3. Emissions de titres publics .....                 | 10  |
| 1.2.2. Les dons.....                                       | 12  |
| DEUXIEME PARTIE : EXECUTION DES CHARGES.....               | 13  |
| 2.1. Les dépenses courantes (hors intérêts) .....          | 14  |
| 2.2.1. Dépenses de personnel .....                         | 14  |
| 2.2.2. Biens et services .....                             | 14  |
| 2.2.3. Transferts et subventions.....                      | 15  |
| 2.2. Les dépenses d'investissement.....                    | 15  |
| 2.3. Service de la dette publique .....                    | 16  |
| 2.3.1. Service de la dette publique extérieure .....       | 16  |
| 2.3.2. Service de la dette publique intérieure .....       | 16  |
| TROISIEME PARTIE : SOLDES BUDGETAIRES ET FINANCEMENT ..... | 17  |
| 3.1. Soldes budgétaires .....                              | 17  |
| 3.2. Financement.....                                      | 18  |
| QUATRIEME PARTIE : THEMATIQUES PARTICULIERES.....          | 20  |
| 4.1. Les procédures dérogatoires .....                     | 20  |
| 4.2.1. Les régies d'avance .....                           | 20  |

|   |      |
|---|------|
| 4.2.2. Les dépenses sans ordonnancement préalable et les avances de trésorerie.....                       | 21   |
| 4.2. Les ressources transférées en investissement.....  | 23   |
| 4.3. Les dépenses sociales.....   | 24   |
| 4.4. La situation des marchés publics .....   | 25   |
| CONCLUSION .....  | 26   |
| ANNEXES .....   | vi   |
| ANNEXE 1 : Changements induits par l'ordonnance du 03 juin 2020 sur les grandes rubriques du budget ..... | vi   |
| I.1 Les ressources .....  | vi   |
| I.2 Les dépenses .....  | vi   |
| I.3 Le financement du déficit budgétaire.....   | ix   |
| ANNEXE 2 : Récapitulatif de l'exécution Les dépenses par programme (en milliards) .....                   | xiii |
| ANNEXE 3 : Les dépenses selon la classification administrative (en milliards).....                        | xxi  |
| ANNEXE 3 : Les dépenses selon les secteurs (en milliards) .....   | xxiv |
| ANNEXE 4 : Les dépenses selon la région (en milliards) .....  | xxiv |
| TABLE DE MATIERES.....  | xxv  |